

Répertoire des organismes canadiens effectuant des recherches urbaines et régionales



ICURR Intergovernmental Committee on Urban
and Regional Research
Comité intergouvernemental de recherches
urbaines et régionales **CIRUR**

ICURR

**Intergovernmental Committee
on Urban and Regional
Research**



CIRUR

**Comité intergouvernemental
de recherches urbaines
et régionales**

Répertoire des organismes canadiens effectuant des recherches urbaines et régionales

Ce projet a été financé par la Société canadienne
d'hypothèques et de logement (SCHL)

ICURR Intergovernmental Committee on Urban
and Regional Research
Comité intergouvernemental de recherches
urbaines et régionales **CIRUR**

**Comité Intergouvernemental de Recherches
Urbaines et Régionales (CIRUR)**

Publié par les Presses du CIRUR
Bureau 301, 150 avenue Eglinton est
Toronto, Ontario
M4P 1E8
Téléphone: (416) 973-5629
Télécopieur: (416) 973-1375

Coordinatrice du projet de recherche: Claude Marchand
Chercheur principal: Engin Isin

Première édition: avril 1993
Tous droits réservés. © Les Presses du CIRUR 1993
Reproduction interdite

ISBN 1-895469-09-0



This publication is also available in English under the title
*Directory of Organizations Engaged in Urban and
Regional Research in Canada*, published by ICURR Press,
ISBN: 1-895469-05-8

AVANT-PROPOS

Le Répertoire des organismes canadiens effectuant des recherches urbaines et régionales est le fruit de recherches menées par le Comité intergouvernemental de recherches urbaines et régionales (CIRUR) pendant les mois de juin et juillet 1992. Réalisé pour le compte de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), ce répertoire fera partie intégrante du «Directory of Bodies Concerned with Urban and Regional Research», une publication de l'Organisation des Nations Unies. Dans le répertoire de l'ONU, on examine chaque organisme sous les rubriques suivantes : adresse professionnelle, genre d'organisme, date de création, nombre d'employés et leurs spécialités, sources de financement, et activités en matière de recherche, à savoir la nature et le champ de ces activités, ainsi que les principaux documents qui en découlent. Étant donné que l'ONU met à jour son répertoire tous les cinq ans, nous avons profité de l'occasion pour élargir le champ de nos recherches et y avons inclus des renseignements détaillés sur les projets de recherche d'un plus grand nombre d'organismes.

Le répertoire comprend trois catégories d'organismes :

1. Organismes gouvernementaux : ministères, conseils ou comités gouvernementaux chargés d'entreprendre, de coordonner, de financer ou de parrainer les recherches urbaines et régionales (organismes fédéraux, provinciaux ou municipaux);
2. Organismes non-gouvernementaux : organismes et instituts spécialisés qui ne relèvent pas directement des organismes gouvernementaux mais dont le financement peut comprendre des subventions gouvernementales (associations, organismes, instituts);
3. Organismes universitaires et collégiaux : départements, écoles, centres et instituts qui mènent des recherches urbaines et régionales par l'intermédiaire des collèges et universités.

Pour les besoins de nos recherches, nous considérons qu'un organisme effectue des recherches urbaines et régionales s'il s'intéresse à la collecte, à la production et à la diffusion de renseignements sur les villes et les régions métropolitaines, à des fins d'élaboration de politiques ou d'analyse. Grâce à diverses sources de documentation, nous avons dressé la liste de 75 organismes et leur avons envoyé un formulaire de demande de renseignements dont la date d'échéance était le 15 juin (la liste complète des organismes est jointe à la fin du répertoire). Nous avons demandé à ces organismes de nous envoyer des dépliants ou des prospectus s'ils ne pouvaient pas respecter la date limite. Afin d'aider les organismes à mieux comprendre l'étendue des renseignements exigés, nous avons joint, à titre d'exemple, un formulaire rempli par la SCHL en tant qu'organisme de recherches urbaines et régionales. Chaque entrée du répertoire repose sur ce formulaire type de demande de renseignements. Vers la fin de juin, 46 organismes avaient rempli leur formulaire et l'avaient renvoyé au CIRUR.

Tout en espérant que ce répertoire s'avérera utile aux spécialistes et aux universitaires effectuant des recherches urbaines, nous soulignons que cette recherche a été entreprise avec des ressources modestes et ne peut pas être qualifiée de complète. Nous espérons que les organismes que nous n'avons pu contacter communiqueront avec le CIRUR pour que nous puissions les inclure dans les éditions à venir du répertoire. Il se peut que la prochaine édition comprenne les organismes privés effectuant des recherches urbaines et régionales.

Je voudrais remercier Gerald Duc de la SCHL pour son appui tout au long du projet et Claude Marchand du CIRUR pour son enthousiasme et son aide.

Engin Isin

Chercheur principal

Table de matières

AVANT-PROPOS	i
AGENCES FÉDÉRALES	1
Statistique Canada	2
Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)	4
Comité intergouvernemental de recherches urbaines et régionales (CIRUR)	7
AGENCES PROVINCIALES	11
Ministère des Services communautaires de la Saskatchewan	12
Ministère des Affaires municipales de l'Ontario	15
Bureau de la région du grand Toronto	17
Nova Scotia Department of Housing and Consumer Affairs	19
Ministère des Affaires municipales du Manitoba	21
Newfoundland Department of Municipal and Provincial Affairs	24
Ministère des Municipalités, de la Culture et de l'Habitation du Nouveau-Brunswick	26
ORGANISMES MUNICIPAUX	29
Municipalité de la communauté urbaine de Toronto	30
Service d'urbanisme de la Ville de Winnipeg	33
Edmonton City Planning and Development Department	35
Greater Vancouver Regional District	37
Halifax Metropolitan Area Planning Commission	41
Municipalité régionale d'Ottawa-Carleton	43
Regional Municipality of Waterloo	45
Association of Municipalities of Ontario	47
Union of British Columbia Municipalities	50
Union des Municipalités du Québec	52
Union of Nova Scotia Municipalities	53
Fédération canadienne des municipalités (FCM)	55
ÉTABLISSEMENTS ACADÉMIQUES	57
Program in Planning	58
Department of Urban and Regional Planning	60
Faculty of Environmental Studies	62

Department of City Planning	64
École d'urbanisme	66
School of Community and Regional Planning	72
Centre for Human Settlements	73
Centre de Recherche en Aménagement et Développement	76
Centre for Urban and Community Studies	78
Institute for Social Research	80
Institute of Urban and Environmental Studies	82
Institute of Urban Studies	84
AUTRES INSTITUTIONS	87
Social Planning and Research Council of Greater Hamilton (SPRC)	88
Social Planning and Research Council of British Columbia (SPARC)	90
Le Conseil de planification sociale d'Ottawa-Carleton	91
Edmonton Social Planning Council	94
Social Planning Council of Kitchener-Waterloo	96
Institut canadien d'aménagement urbain (région du Pacifique)	98
Institut d'administration publique du Canada	100
INRS-Urbanisation	103
Institut urbain du Canada	106
Institut canadien des urbanistes (ICU)	108
RÉPERTOIRE DE TOUTES LES ORGANISATIONS RECENSÉES PAR L'ENQUÊTE	111



Agences fédérales

ICURR Intergovernmental Committee on Urban
and Regional Research
Comité intergouvernemental de recherches
urbaines et régionales **CIRUR**

STATISTIQUE CANADA

Immeuble R.H. Coats, Tunney's Pasture
Ottawa (Ontario)
K1A 0T6
Téléphone : (613) 990-8116
Télécopieur : (613) 951-0581

Spécialité

Mandat

En vertu de la Constitution du Canada, le gouvernement fédéral est responsable de la statistique. Fondé en 1918, l'organisme statistique national du pays, Statistique Canada, joue un rôle essentiel dans le fonctionnement de la société canadienne. Il est chargé par la loi de recueillir, d'analyser et de publier de l'information sur les activités générales et les conditions des Canadiens.

Activités

Le plus important programme de Statistique Canada est celui des données du recensement. Ces données sont rassemblées tous les cinq ans au moyen d'un recensement national et servent à produire des études des caractéristiques démographiques, culturelles et économiques de la population, des familles et des ménages, ainsi que des caractéristiques du parc de logements pour toutes les zones géographiques du pays. En outre, Statistique Canada mène diverses enquêtes périodiques et offre un large éventail de produits d'information. Ces enquêtes et produits sont axés sur un grand nombre d'aspects différents de la société canadienne, y compris le revenu, le logement, l'éducation, le transport, la population et la vie sociale et culturelle.

Organisation

Personnel

Statistique Canada emploie environ 5 000 personnes dans l'ensemble du Canada.

Structure

Pour coordonner ses diverses activités, l'organisme est divisé en six unités organisationnelles appelées «secteurs». Chaque secteur est dirigé par un adjoint au statisticien en chef qui relève directement du statisticien en chef du Canada. Parmi les six secteurs de Statistique Canada, trois sont d'importants producteurs d'information. Il s'agit du Secteur des services d'analyse et comptes nationaux, du Secteur de la statistique du commerce et des entreprises et du Secteur de la statistique sociale des institutions et du travail. Ces trois secteurs producteurs d'information bénéficient de l'appui du Secteur de l'informatique et de la méthodologie, du Secteur des communications et des opérations et du Secteur des services de gestion.

Financement

Crédits parlementaires.

Recherche

Méthode

Statistique Canada est chargé de collaborer avec les autres ministères pour rassembler, compiler et publier de l'information statistique.

Domaines

Cette information comprend une analyse et une description de l'économie nationale, des prix, du marché du travail, des opérations internationales, du commerce et des finances publiques. Elle englobe l'ensemble de l'industrie, des secteurs de la fabrication et des services, des transports, des communications, de la construction, du commerce de gros et de détail et des gouvernements du Canada.

Publications

L'organisme a mis au point un large éventail de produits et services d'information pour servir ses différents publics. Ces produits comprennent un grand nombre de publications écrites, de bandes et disquettes pour ordinateur, de documents cartographiques et d'information stockée sur disque compact. *Le Quotidien* et *Infomat* sont deux publications clés qui donnent un aperçu des ressources documentaires de Statistique Canada. *Le Quotidien*, publié chaque jour ouvrable, annonce la publication officielle de toute l'information de l'organisme. *Infomat*, publié chaque semaine, décrit brièvement les documents récemment publiés les plus importants. L'ambitieux programme d'édition de Statistique Canada produit des publications trimestrielles, semestrielles et annuelles englobant un large éventail d'informations.

Outre son programme d'édition, Statistique Canada tient à jour la banque de données électronique publique CANSIM qui contient plus de 500 000 séries chronologiques et des statistiques américaines et internationales choisies.

Le public a aussi accès à l'information de Statistique Canada par l'intermédiaire d'un réseau de bibliothèques de dépôt et des gouvernements territoriaux et provinciaux qui agissent en association avec l'organisme. En outre, les centres régionaux de consultation de Statistique Canada, qu'on trouve dans toutes les régions du pays, répondent annuellement à quelque 400 000 demandes de renseignements au moyen d'un service téléphonique sans frais d'interurbain.

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT (SCHL)

700, chemin de Montréal
Ottawa (Ontario)
K1A 0P7
Téléphone : (613) 748-2000
Télécopieur : (613) 748-2098

Spécialité

Mandat

La Société canadienne d'hypothèques et de logement est une société d'État qui a été créée en 1946 afin de mettre en oeuvre des projets fédéraux dans les domaines du logement et du développement communautaire. Le mandat de la SCHL consiste à promouvoir de bonnes conditions de logement et de vie dans tout le pays. La Société administre la Loi nationale sur l'habitation et d'autres lois relatives au logement pour le compte du gouvernement du Canada.

Activités

La SCHL mène à bien plusieurs activités pour le gouvernement fédéral, y compris la prestation d'aide pour le logement social, l'assurance-prêt hypothécaire publique dans tout le Canada et l'amélioration des logements existants et de la qualité de leur cadre communautaire. La Société joue un rôle important dans l'amélioration de la qualité du logement et de la planification communautaire en faisant des recherches, en réalisant des projets d'aménagement, en diffusant de l'information et en servant de conseiller auprès du gouvernement en matière de lignes de conduite.

Organisation

Personnel

À la fin de 1991, la SCHL comptait un effectif de 2 931 personnes dans l'ensemble du pays. De ce nombre, 238 travaillaient dans le Secteur des propositions, de la recherche et des communications. La Division de la recherche, la Division de l'innovation dans l'habitation, la Division de la planification stratégique et de l'élaboration de propositions, la Division des relations internationales et la Division des services statistiques font toutes des recherches au sein de la Société ou appuient ce travail. La recherche et la diffusion d'information sont aussi données à contrat à des groupes externes et peuvent faire appel aux bureaux extérieurs.

Structure

Le Bureau national, situé à Ottawa, comprend plusieurs secteurs opérationnels : Ressources; Avocat-conseil et secrétaire général; Programmes; Assurance, gestion foncière et administration de l'actif; et Propositions, recherche et communications. En plus du Bureau national, il y a cinq bureaux régionaux, soit ceux de l'Atlantique, du Québec, de l'Ontario, des Prairies et des Territoires du Nord-Ouest et de la Colombie-Britannique et du Yukon. La Société compte aussi 54 succursales et bureaux locaux dans diverses municipalités du Canada.

Financement

La Société a trois principales composantes commerciales dont chacune est financée au

moyen d'un mécanisme différent : (i) les fonds nécessaires aux activités de prêt et de placement sont empruntés au Fonds du revenu consolidé; (ii) les fonds nécessaires aux programmes de contributions et de recherches sont fournis par le ministre responsable de la SCHL, par l'intermédiaire de statuts ou de crédits parlementaires; (iii) les fonds nécessaires à l'exploitation des fonds d'assurance et des caisses de garantie sont réunis au moyen des primes exigées des utilisateurs.

Recherche

Méthode

La SCHL entreprend un large éventail d'activités de recherche et de diffusion d'information afin de remplir son mandat. Les divisions faisant partie du Secteur des propositions, de la recherche et des communications planifient, entreprennent et appuient des recherches économiques, sociales et techniques sur le logement et les milieux de vie et diffusent les résultats de ce travail au moyen de publications, de vidéos, de séminaires, de conférences et de discours individuels.

Domaines

Les projets de recherche entrepris ou commandés par la SCHL varient considérablement d'une année à l'autre, selon les besoins précis. Toutefois, les grands domaines de recherche demeurent remarquablement stables au fil du temps. En 1991, la recherche de la SCHL a porté sur les domaines suivants : les besoins de logement des groupes spéciaux, les modèles de logements abordables, les besoins de logements, la promotion de bons milieux de vie, l'amélioration du rendement des immeubles, la protection du parc de logements existants, l'accroissement des compétences et des connaissances en matière de logement au Canada et les liens entre le logement et le développement durable.

Programmes

Afin d'accroître les compétences et les connaissances dans le domaine du logement au Canada, la SCHL administre, par l'intermédiaire de diverses divisions, plusieurs programmes qui tiennent compte des besoins. Le Programme de subventions de recherche appuie les recherches indépendantes de grande qualité sur le logement. Le Programme de bourses d'études aide les diplômés qui se spécialisent dans les études sur l'habitation. Le Programme d'encouragement à la technologie du bâtiment résidentiel encourage l'innovation technique et l'excellence en habitation. Le Programme des prix d'innovation sur les chantiers encourage les constructeurs d'habitations et les corps de métier à mettre au point et à partager de nouvelles techniques de construction. Le Programme des prix d'excellence en habitation reconnaît l'innovation et l'excellence dans les domaines qui influent sur la production de logements convenables et abordables. Le Programme d'experts en résidence permet à la SCHL d'accéder à de nouvelles idées et perspectives sur le logement et les milieux de vie futurs.

Des représentants de la Division de la recherche président le Comité national de recherche sur le logement, qui constitue un forum national servant à déterminer les domaines clés de la recherche liée au logement, à coordonner les activités de recherche, à échanger les résultats des recherches et l'information et à promouvoir la mise en oeuvre des résultats des recherches.

La SCHL soutient activement le Comité intergouvernemental de recherches urbaines et régionales, le programme d'études sur le milieu rural et les petites villes de l'université Mount Allison et l'Institute of Urban Studies de l'University of Winnipeg, et participe à leurs efforts de recherche et de mise en oeuvre de programmes d'études sur le logement.

En outre, la SCHL appuie la recherche sur le logement sur les marchés internationaux. Par l'intermédiaire du Centre des Nations Unies pour les établissements humains, elle

communiqué dans tout le réseau des Nations Unies de l'information liée aux établissements humains et les faits nouveaux en technologie, en recherche et en formation.

Publications

La diffusion des recherches entreprises ou commandées par la SCHL se fait par l'intermédiaire du Centre canadien de documentation sur l'habitation, qui compte la collection la plus importante d'informations sur le logement au Canada. Le Centre contient des publications sur tous les aspects du logement, du bâtiment et du développement communautaire et est un important centre de distribution des rapports de recherche préparés sous les auspices de la SCHL. Le Centre a aussi accès à toutes les principales sources de référence sur le logement, tant informatisées qu'imprimées, et sa photothèque contient d'importantes collections de photographies et de diapositives sur tous les aspects du logement au Canada.

Le Centre canadien de documentation sur l'habitation publie une liste trimestrielle intitulée Travaux de recherche récents parrainés par la SCHL qui dresse la liste de toutes les recherches commandées en cours ou récemment achevées. En outre, il publie annuellement un Compendium de recherche contenant des résumés des recherches financées dans le cadre des divers programmes de la SCHL.



COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL DE RECHERCHES URBAINES ET RÉGIONALES (CIRUR)

150, avenue Eglinton est, suite 301
Toronto (Ontario)
M4P 1E8
Téléphone : (416) 973-5629
Télécopieur : (416) 973-1375

Spécialité

Mandat

Faciliter l'échange d'information, d'opinions et d'avis sur les questions de développement urbain, rural et régional et constituer un point central pour l'élaboration de politiques sur le changement de l'urbanisation au Canada.

Activités

Les activités du CIRUR peuvent être classées dans trois grandes catégories : rassemblement et diffusion d'information; édition; et recherche.

A) Rassemblement et diffusion d'information : i) bibliothèque spéciale : le CIRUR exploite une bibliothèque de prêt spéciale qui contient des rapports canadiens sur l'urbanisation et l'aménagement du territoire (y compris un grand nombre de monographies municipales publiées et inédites) classés dans les catégories générales suivantes : utilisation des terres urbaines, rurales et régionales; développement économique, y compris l'utilisation des terres commerciales et industrielles; administration et finances publiques; logement et bâtiment; environnement, y compris le développement durable; transports; loisirs et tourisme; ii) base de données bibliographiques : le CIRUR tient et met à jour régulièrement une base de données bibliographiques informatisée qui sert à produire des listes indexées de rapports d'urbanisme et d'aménagement du territoire en fonction des besoins d'information des utilisateurs. On peut faire faire des recherches documentaires sur des sujets faisant partie des catégories générales susmentionnées.

B) Édition : i) *Liaison* : tous les deux mois, le CIRUR publie un bulletin appelé *Liaison* qui a les buts suivants : tenir les utilisateurs du CIRUR au courant des activités et services ainsi que des changements apportés au Comité et au Secrétariat; dresser le profil des organismes de recherche et des centres d'information susceptibles d'intéresser les utilisateurs; donner un aperçu de la planification urbaine au moyen de profils des activités municipales; produire des résumés de rapports qui viennent d'être publiés dans le domaine de l'aménagement du territoire; fournir de l'information sur les conférences et séminaires; énumérer les livres récemment acquis par la bibliothèque du CIRUR; ii) les presses du CIRUR : les Presses du CIRUR, le service d'édition de l'organisation, publie les documents suivants : rapports du programme de recherche; publications spéciales, comme la dernière édition du *Répertoire de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire au Canada* des rapports susceptibles d'intéresser les intervenants dans le domaine de la planification urbaine, pour le compte d'autres groupes ou ministères.

C) RECHERCHE

Le programme de recherche du CIRUR est axé sur les questions de développement urbain et régional d'une importance nationale. Vous trouverez plus loin une explication plus complète du programme de recherche.

Organisation

Personnel

Le CIRUR compte onze (11) employés à plein temps qui occupent les postes suivants : directeur général, chef de bureau, adjointe à l'administration, coordonnatrice de la recherche, adjointe à la recherche, coordonnatrice de l'information, agente d'information, documentaliste, adjoint des documents, rédacteur et adjointe à la rédaction. Des employés contractuels et à temps partiel sont recrutés au besoin.

Structure

En réalité, le Comité intergouvernemental des recherches urbaines et régionales est composé de deux entités. La première, le Comité (ou conseil d'administration du CIRUR) supervise le fonctionnement de l'organisation. Le Comité est composé de hauts fonctionnaires nommés par le gouvernement fédéral, chacun des gouvernements provinciaux et les deux gouvernements territoriaux. La deuxième entité, le Secrétariat du CIRUR (situé à Toronto, en Ontario), met en oeuvre les décisions du Comité et est chargé des pivots de l'organisation, c'est-à-dire le service de rassemblement et de diffusion d'information, le service d'édition et le programme de recherche.

Financement

Cinquante p. 100 du budget annuel du Secrétariat vient du gouvernement fédéral et les cinquante p. 100 restants sont partagés par les provinces et territoires en fonction de leur nombre d'habitants. Le CIRUR rassemble d'autres fonds au moyen des droits d'abonnement aux services et de la vente de publications.

Recherche

Méthode

Le programme de recherche du CIRUR a pour but de relever et d'examiner des questions urbaines, rurales et régionales qui influent sur l'ensemble du Canada et, par ce moyen, de promouvoir l'établissement de liens plus étroits entre la recherche appliquée et l'élaboration de politiques et de programmes. Le programme de recherche du CIRUR se fonde sur les principes suivants : la recherche doit avoir une pertinence nationale; la recherche doit intéresser autant de «groupes d'intérêt» que possible; la recherche doit influencer sur l'élaboration de politiques; la recherche doit reconnaître tout l'éventail des genres de collectivités au Canada; la recherche doit être entreprise dans un délai relativement bref; et la recherche ne doit pas être identique à celle qui se fait ailleurs.

Domaines

En se laissant guider par les principes ci-dessus et après avoir consulté les directeurs provinciaux et fédéraux de la recherche en aménagement du territoire, les responsables du programme de recherche ont élaboré divers projets qu'on peut classer dans les domaines thématiques suivants : administration locale, planification urbaine, tendances démographiques, développement communautaire et développement local durable.

Programmes

En plus de mener à bien des projets de recherche particuliers (et de publier ultérieurement les résultats), le programme de recherche organise des conférences et séminaires sur des sujets d'intérêt national et régional.

Publications

Le CIRUR offre actuellement les rapports suivants :

1. *Le guide d'accès aux données régionales;*
2. *La réorganisation du gouvernement local au Canada depuis 1975;*
3. *Successful Local Economic Development Initiatives;*
4. *Le répertoire des responsables de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire au Canada;*
5. *Le dépeuplement des collectivités du Canada;*
6. *La délégation de l'autorité en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire au Canada;*
7. *Rural-Urban Fringe: A Review of Patterns and Development Costs;*
8. *Managing Change in Canadian Communities: Proceedings of the ICURR Conference of May 23-25, 1991;*
9. *Pour un développement urbain durable au Canada: la mise en oeuvre du concept: Volume I: Bilan;*
10. *Pour un développement urbain durable au Canada: la mise en oeuvre du concept: Bibliographie annotée;*
11. *Pour un développement urbain durable au Canada: la mise en oeuvre du concept: Répertoire des interventions;*
12. *Liaison, revue bimestrielle du CIRUR.*

Toutes les publications sont payantes.



Agences provinciales

ICURR Intergovernmental Committee on Urban
and Regional Research
Comité intergouvernemental de recherches
urbaines et régionales **CIRUR**

MINISTÈRE DES SERVICES COMMUNAUTAIRES DE LA SASKATCHEWAN

2151, rue Scarth
Regina (Saskatchewan)
S4P 3V7
Téléphone : (306) 787-2660
Télécopieur : (306) 787-8748

Spécialité

Mandat

Le ministère des Services communautaires de la Saskatchewan, créé en 1991, réunit l'ancien ministère des Affaires urbaines et la Société de logement de la Saskatchewan ainsi que des sections d'autres ministères provinciaux. Il a pour mission d'appuyer l'établissement d'une structure efficace de prise de décisions et de gestion dans les collectivités de la Saskatchewan et la fourniture de services et d'équipement locaux qui maintiennent et améliorent la qualité de la vie des résidents des collectivités.

Activités

Les Services communautaires mènent à bien un large éventail d'activités pour remplir leur mandat :

- ◆ établir le cadre législatif à l'intérieur duquel les collectivités mènent à bien leurs activités;
- ◆ assurer une aide financière aux collectivités et à divers organismes et services;
- ◆ élaborer et appliquer des programmes pour améliorer l'abordabilité, la qualité et la disponibilité des logements;
- ◆ assurer la sécurité des immeubles, la planification des mesures d'urgence, la protection contre les incendies et la prévention des incendies;
- ◆ offrir des services consultatifs municipaux et de planification de l'utilisation des terres;
- ◆ assurer un cadre législatif et de politiques ainsi qu'une aide financière pour le patrimoine, le multiculturalisme, les arts, les sports et les loisirs;
- ◆ assurer le fonctionnement de la Bibliothèque provinciale;
- ◆ aider à offrir des services en français à la communauté francophone; et
- ◆ promouvoir le développement du Nord.

Organisation

Personnel

En juin 1992, le ministère des Services communautaires comptait un effectif total de 325 employés permanents et de quinze employés non permanents. La Division du soutien financier et des services des politiques sert de point de mire et de centre de coordination pour la recherche sur les politiques et l'élaboration de textes législatifs pour le Ministère, bien que chaque division ait des employés qui travaillent activement à l'élaboration de politiques et de programmes et aux recherches connexes. Il n'y a pas de section centrale distincte d'élaboration de politiques et de recherche qui répond à tous les besoins du Ministère. C'est le comité de la haute direction du Ministère qui établit la priorité des travaux liés aux politiques.

Structure

Le Ministère a des bureaux dans neuf collectivités de la province, les plus importants étant situés à Regina, Saskatoon, Prince Albert et LaRonge. Il est organisé en quatre divisions : la Division du logement (comprenant les services administratifs et les affaires du Nord), la Division du soutien financier et des services des politiques (comprenant la Bibliothèque provinciale), la Division du développement communautaire et la Division de la culture et des loisirs. Le bureau du sous-secrétaire provincial fait aussi partie du Ministère.

Financement

Le Ministère est financé au moyen de crédits votés par l'Assemblée législative provinciale. Les autres sources de financement comprennent la SCHL, pour les programmes de logement, et le gouvernement provincial pour les services en français, la planification des mesures d'urgence et la Bibliothèque provinciale.

Recherche

Méthode

La recherche en matière de politiques du ministère des Services communautaires est plutôt décentralisée. La Division du soutien financier et des politiques sert de point de mire et de centre de coordination de cette recherche pour le comité de la haute direction du Ministère. Cette division travaille dans divers domaines en collaboration avec d'autres divisions ou directions générales. Toutefois, chaque division ou direction générale compte au moins un employé qui s'occupe d'élaboration de politiques ou de travaux de recherche directement liés aux responsabilités ou besoins opérationnels, y compris :

- ◆ la préparation de projets de loi ou de règlements;
- ◆ l'analyse, l'examen ou l'élaboration de programmes; et
- ◆ la gestion par problèmes et la résolution de ces derniers.

La Division du logement finance un programme destiné à l'étude de nouveaux produits et méthodes ou d'innovations dans l'industrie du logement, par les membres de l'industrie même. Le Ministère finance l'Agence de gestion des évaluations foncières de la Saskatchewan qui travaille actuellement à l'élaboration d'un nouveau système d'évaluation pour la province. La plupart des recherches en matière de politiques ont une composante importante de consultation des collectivités, des groupes d'intérêt, du public et d'autres ministères et organismes.

Domaines

Les recherches en matière de politiques entreprises par les Services communautaires varient d'une année à l'autre, mais porteront sur tout l'éventail des responsabilités du Ministère. Voici quelques études de recherche récentes :

- ◆ modifications des règlements et arrêtés municipaux dans divers domaines;
- ◆ examen et mise au point de programmes de financement pour les municipalités;
- ◆ innovations dans l'habitation;
- ◆ examen du logement social dans le contexte de l'aide sociale;
- ◆ coopération intermunicipale.

Programmes

Le ministère des Services communautaires appuie le CIRUR et participe à ses activités, ainsi qu'à celles de la Commission de la Saskatchewan pour l'aménagement des zones rurales. La Division du logement administre le programme MPI (Methods, Products and Ideas) qui offre de petites

subventions pour les projets de recherche susceptibles de réduire les coûts du logement, d'accroître la compétitivité de l'industrie du logement et d'améliorer la qualité du logement. Les concours dans le cadre de ce programme ont lieu deux fois par an.

Les représentants de diverses directions générales participent aux travaux des comités et associations et aux initiatives axés sur les politiques et les recherches liées à leurs responsabilités opérationnelles.

Publications

Le Ministère publie des bulletins internes pour ses employés et des bulletins externes pour ses clients. Le bulletin externe *Community Focus* peut comprendre les résultats de recherches sur les politiques entreprises par le Ministère. Des guides ou manuels et d'autres documents explicatifs sur certaines lois nouvelles et la plupart des programmes sont distribués aux groupes de clients, lorsque cela convient. Des rapports et publications sont préparés et distribués lorsque cela est nécessaire. Les résultats des travaux entrepris dans le cadre du programme MPI sont distribués de temps à autre aux groupes de clients.



ICURR Intergovernmental Committee on Urban
and Regional Research
Comité intergouvernemental de recherches
urbaines et régionales **CIRUR**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES DE L'ONTARIO

Direction des politiques de planification municipale
17^e étage, 777, rue Bay
Toronto (Ontario)
M5G 2E5
Téléphone : (416) 585-6226
Télécopieur : (416) 585-7540

Spécialité

Mandat

La Direction des politiques de planification municipale du ministère des Affaires municipales de l'Ontario coordonne l'élaboration de politiques sur l'utilisation des terres et élabore des politiques et des lois visant l'amélioration du processus de planification.

Activités

La Direction entreprend des recherches et des analyses fondamentales sur les questions liées à l'utilisation des terres et au processus de planification qui intéressent l'ensemble de la province, fait des consultations, assure la coordination, effectue des examens et donne des conseils en matière de politique sur les questions d'utilisation des terres et de processus qui pourraient avoir des conséquences générales pour la planification communautaire.

Organisation

Personnel

En juillet 1992, la Direction des politiques de planification municipale avait en tout seize employés permanents et contractuels.

Structure

La Direction a un directeur, deux chefs et dix planificateurs ayant divers degrés d'ancienneté et de spécialisation. Le personnel professionnel bénéficie du soutien de trois employés de bureau.

Financement

La Direction est financée par le gouvernement de l'Ontario.

Recherche

Méthode

La capacité de recherche de la Direction des politiques de planification municipale est directement liée aux activités permanentes du personnel professionnel dans le domaine des politiques. Dans les cas où des recherches approfondies sont nécessaires pour l'élaboration de politiques précises, la Direction peut engager à contrat des conseillers professionnels. Les résultats de ces travaux sont communiqués au public au moyen de publications en français et en anglais.

Domaines

Les projets de recherche entrepris ou commandés par la Direction des politiques de planification municipale diffèrent considérablement d'une année à l'autre, selon les besoins précis. En 1991, la

recherche de la Direction a porté sur les domaines suivants : effets environnementaux de la densification urbaine, planification urbaine favorable au transport en commun, accords de planification et de développement, participation du public à l'élaboration des politiques de planification municipale.

Programmes

Aucun.

Publications

On peut obtenir une liste des publications en communiquant avec la Direction.



ICURR Intergovernmental Committee on Urban
and Regional Research
Comité intergouvernemental de recherches
urbaines et régionales **CIRUR**

BUREAU DE LA RÉGION DU GRAND TORONTO

10, rue Bay, suite 300
Toronto (Ontario)
M5J 2R8
Téléphone : (416) 314-6400
Télécopieur : (416) 314-5860

Spécialité

Mandat

Le Bureau de la région du grand Toronto est un bureau de coordination des politiques, programmes et projets de la province de l'Ontario dans la région du grand Toronto, qui apporte une vue d'ensemble aux questions touchant les diverses juridictions. Son rôle essentiel consiste à s'assurer que la région demeure attrayante au point de vue environnemental, social et économique malgré les pressions considérables que sa croissance exerce et qu'elle doit gérer.

Le Comité de coordination du grand Toronto existe en parallèle au Bureau de la région du grand Toronto. Son mandat consiste à améliorer la coopération, la coordination et la collaboration entre les municipalités de la région du grand Toronto et la province de l'Ontario.

Activités

Le Bureau a été créé en 1988 pour remplir une fonction d'intégration horizontale des organismes provinciaux et municipaux se fondant sur la coopération et la collaboration. Les ministères axiaux provinciaux ont pour mandat de remplir des fonctions dans des secteurs précis et le Bureau les aide à atteindre leurs objectifs dans les limites géographiques de la région du grand Toronto. Le Bureau n'a pas de responsabilités directes en matière d'application de programmes. Toutefois, l'Office provincial de sélection de lieux d'élimination des déchets, qui est chargé de trouver des sites d'enfouissement à long terme, fait rapport à la législature par l'intermédiaire du ministre responsable de la région du grand Toronto.

Le Comité de coordination du grand Toronto a aussi été établi en 1988 dans le but de relever et d'examiner les questions transfrontières qui ont un impact important sur la région, de discuter des conflits et, dans la mesure du possible, de les régler au niveau du personnel. Le Comité sert aussi de lieu d'échange d'information ou de données. Au début, ses membres étaient les directeurs généraux ou les agents supérieurs des cinq régions et municipalités des deux côtés des limites de la Communauté urbaine et de la ville de Toronto, mais il comprend maintenant des représentants des 35 municipalités de la région du grand Toronto. Le comité initial demeure comme comité central.

Organisation

Personnel

Au début de l'année financière de la province, le Bureau de la région du grand Toronto avait un effectif correspondant à dix-neuf employés à plein temps faisant des analyses et de la coordination de politiques ou appuyant les recherches sur les questions intéressant la région du grand Toronto.

Structure

Le Bureau est divisé en deux sections opérationnelles dirigées par des sous-ministres adjoints : a) Structure urbaine, qui est chargée d'élaborer une stratégie de gestion de la croissance à long terme se fondant sur le document «La Région du Grand Toronto en l'an 2021: le défi à relever»; b) Recherche, politiques et programmes, qui est chargée de l'élaboration de politiques et de la mise au

point de projets qui favorisent la réalisation de la vision à long terme.

Financement

Le Trésor de l'Ontario finance entièrement le Bureau.

Recherche

Méthode

Le Bureau entreprend ou commande un large éventail de recherches pour l'aider à remplir son mandat. En ce qui a trait à la gestion de la croissance, la méthode clé a consisté à examiner les choix relatifs à la mise en oeuvre d'une vision provinciale pour la région du grand Toronto. À l'heure actuelle, le Bureau tente d'arriver à un consensus et diffuse de l'information sur cette vision, les principes qui la sous-tendent et les choix relatifs à sa mise en oeuvre, au moyen de réunions avec les conseils municipaux et des groupes communautaires, d'un bulletin public, de la participation du personnel municipal et provincial aux travaux de groupes de travail et de l'envoi de publications à certains membres du public. Les réponses du public et les analyses de ces réponses serviront à déterminer la forme et le contenu d'un plan stratégique pour la région.

Domaines

Les recherches ont porté, entre autres, sur les domaines généraux suivants : prévisions démographiques, des ménages et de l'emploi; choix en matière de gestion de la croissance; forme urbaine; vitalité économique; infrastructure; mécanismes de planification et de financement des placements.

Programmes

Le Bureau de la région du grand Toronto n'a aucun programme autre que le programme de recherche de lieux d'élimination de déchets de l'Office.

Publications

On peut obtenir une liste des publications préparées par ou pour la région du grand Toronto et le Comité de coordination du grand Toronto en communiquant avec le Bureau de la région du grand Toronto.

Comité intergouvernemental de recherches
urbaines et régionales

CIRUR

NOVA SCOTIA DEPARTMENT OF HOUSING AND CONSUMER AFFAIRS

C.P. 815
Dartmouth (Nouvelle-Écosse)
B2Y 3Z3
Téléphone : (902) 424-4483
Télécopieur : (902) 424-5327

Spécialité

Mandat

Le Nova Scotia Department of Housing and Consumer Affairs (ministère du logement et de la consommation de la Nouvelle-Écosse) a pour mission de faciliter et de favoriser la création d'un contexte dans lequel le secteur privé, les collectivités et le gouvernement pourront répondre aux besoins de logements convenables et abordables des Néo-Écossais. Il doit accorder une attention particulière aux personnes à faible revenu, aux aînés dans le besoin et à d'autres groupes désavantagés.

Activités

Le ministère est responsable de plus de 12 000 logements publics en Nouvelle-Écosse. Il offre toute une gamme de programmes et de services, allant de ceux dont il partage les frais avec le gouvernement fédéral à un certain nombre de programmes unilatéraux destinés aux groupes dont les besoins sont les plus grands. Ses activités comprennent l'aménagement foncier, la planification urbaine, les programmes facilitant l'accès à la propriété, les programmes de réparation de maisons et les programmes de prix pour reconnaître l'excellence dans le domaine du logement.

Organisation

Personnel

Trois personnes remplissent la fonction de recherche du ministère. Toute la recherche est coordonnée par l'intermédiaire de la Policy, Planning and Development Division (division des politiques, de la planification et de l'aménagement).

Structure

En plus de son bureau central dans la région d'Halifax/Dartmouth, le ministère a quatre bureaux régionaux et des bureaux secondaires dans diverses régions de la province.

Financement

Entre 25 et 30 millions de dollars sont obtenus sur le marché financier privé pour financer les programmes de logement. En outre, plusieurs programmes sont financés conjointement avec le gouvernement fédéral et les municipalités participantes.

Recherche

Méthode

La division de la recherche du ministère produit un large éventail de rapports et entreprend toute une

gamme d'activités visant à aider le ministère à remplir son mandat. Le travail comprend l'analyse des programmes et politiques de logement, des problèmes de logement et des questions connexes et la mise à jour des bases de données générales et autres sur le logement.

Domaines

Les activités de recherche entreprises par le ministère varient d'une année à l'autre. Dans le passé, les recherches ont porté sur :

- ◆ les besoins de logement de groupes spéciaux et de la population vieillissante
- ◆ les besoins de logement des personnes à revenus faible et modéré
- ◆ les marchés du logement et les questions connexes
- ◆ l'entretien du parc de logements publics et les besoins des locataires
- ◆ les profils de clients, les évaluations de programme et les enquêtes
- ◆ l'évaluation des programmes de logements fédéraux-provinciaux

Programmes

Pour répondre aux nouveaux besoins de logements des Néo-Écossais, le ministère offre une gamme de programmes et de services. Les programmes visent à favoriser l'entretien du parc de logements plus anciens et à servir les groupes ayant des besoins spéciaux et les personnes à revenu faible ou modéré.

Publications

La section de la recherche ne produit aucune publication officielle.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES DU MANITOBA

Direction de la recherche et des systèmes

Pièce 332, Palais législatif

Winnipeg (Manitoba)

R3C 0V8

Téléphone : (204) 945-3769

Télécopieur : (204) 945-5255

Spécialité

Mandat

Développement rural Manitoba est un ministère du gouvernement du Manitoba. Il a été créé en 1989 à la suite de l'accroissement des rôles et responsabilités de l'ancien ministère des Affaires municipales.

Le mandat de Développement rural Manitoba est d'améliorer l'avenir et les moyens d'existence des Manitobains ruraux en association avec les collectivités, en favorisant le développement économique durable et la diversification. Pour remplir ce mandat, le Ministère s'est donné les objectifs suivants :

- ◆ Soutenir les organisations communautaires jouissant d'un appui général qui tentent de mettre en oeuvre des projets économiques prometteurs.
- ◆ Donner aux Manitobains ruraux les moyens de participer financièrement à la création d'occasions commerciales et d'emploi.
- ◆ Soutenir la planification stratégique par les collectivités.
- ◆ S'assurer que les administrations locales ont les capacités financières, administratives et d'infrastructure et de planification nécessaires pour gérer, soutenir et mettre en oeuvre des initiatives de développement économique durables.
- ◆ Promouvoir l'implantation de services gouvernementaux appropriés en milieu rural.
- ◆ Faciliter la conservation, la gestion et la mise en valeur de l'environnement et des ressources disponibles en milieu rural.
- ◆ Appuyer une façon coordonnée d'aborder l'élaboration et la planification des services gouvernementaux de tous les ministères et organismes, ainsi que leur prestation aux Manitobains ruraux.

Les responsabilités légales du ministre du Développement rural comprennent : la Loi sur les municipalités, la Loi sur l'évaluation municipale, la Loi sur l'aménagement du territoire, la Loi sur l'élection des autorités locales, la Loi sur les districts d'administration locale, la Loi sur l'administration municipale, la Loi sur la Commission municipale, la Loi sur les conflits d'intérêts au sein des conseils municipaux, la Loi sur le rajustement des dettes municipales, la Loi sur les districts de conservation, la Loi sur le temps réglementaire, la Loi sur le dégrèvement de l'impôt foncier des soldats, la Loi sur les droits de surface, la Loi sur les subventions inconditionnelles et la Loi sur la Commission des services d'approvisionnement en eau du Manitoba.

Activités

À l'heure actuelle, le Ministère est divisé en deux divisions de service. La Division des services de développement des administrations locales offre des services d'évaluation, un soutien à l'élaboration de politiques et à la recherche, des services consultatifs dans le domaine des finances et de l'administration et des services informatiques et d'élaboration de systèmes à toutes les corporations municipales sauf la ville de Winnipeg. La Division du développement économique rural aide les

administrations locales à construire et moderniser les infrastructures hydrauliques et d'égout; offre des services consultatifs et une aide subventionnelle aux organisations locales de développement économique; et offre aux gouvernements locaux et à leurs organismes un soutien au niveau de l'organisation, de la planification et de la gestion des ressources dans les domaines du développement communautaire, de la conservation et du développement économique durable.

Organisation

Personnel

La Direction de la recherche et des systèmes fait partie de la Division des services de développement des administrations locales du Ministère. À la fin de 1991, la Direction comptait quatre employés permanents qui faisaient des recherches pour le Ministère ou en assuraient le soutien.

Structure

Le bureau central du Développement rural est situé à Winnipeg. Les programmes et services du Ministère sont offerts directement aux clients au moyen de bureaux auxiliaires situés dans treize collectivités de la province.

Financement

À titre de ministère du gouvernement du Manitoba, le Développement rural est financé par le Trésor de la province. Le Ministère offre des services particuliers aux administrations locales sur la base de la récupération complète des coûts ou à frais partagés.

Recherche

Méthode

La Direction de la recherche et des systèmes est chargée de faire des recherches, de l'évaluation de politiques, de l'analyse d'impact et des recommandations complètes sur les questions prioritaires de nature provinciale ou municipale, afin de favoriser l'efficacité de l'élaboration des programmes et politiques, de la prise de décisions à leur égard et de leur mise en oeuvre. C'est le comité directeur du Ministère qui établit les priorités de la recherche.

Domaines

Les projets de recherche entrepris par la Direction de la recherche et des systèmes varient d'une année à l'autre, selon les priorités du Ministère. Ces dernières années, les recherches ont surtout été axées sur le contrôle et l'amélioration des politiques et programmes mis en oeuvre par suite de l'introduction de la nouvelle Loi sur l'évaluation municipale de 1990 qui a amené la réforme des pratiques d'évaluation dans la province.

- ◆ Le traitement fiscal des propriétés résidentielles
- ◆ La stratégie à long terme pour les impôts fonciers
- ◆ Les effets des politiques actuelles d'évaluation et d'imposition.

Programmes

En plus de ses propres activités, le Ministère appuie activement, par l'intermédiaire de la Direction de la recherche et des systèmes, le Comité intergouvernemental de recherches urbaines et régionales (CIRUR) et le Rural Development Institute (RDI) à l'University of Brandon.

Publications

Comme la Direction de la recherche et des systèmes est une ressource du Ministère utilisée pour certains aspects du soutien des politiques et des programmes, ses rapports sont surtout préparés pour l'usage du Ministère. Toutefois, lorsque le Ministère finance des activités de recherche externes, comme celles qui sont entreprises par le RDI ou le CIRUR, il soutient la publication des rapports et leur distribution ultérieure au public.



ICURR Intergovernmental Committee on Urban
and Regional Research
Comité intergouvernemental de recherches
urbaines et régionales **CIRUR**

NEWFOUNDLAND DEPARTMENT OF MUNICIPAL AND PROVINCIAL AFFAIRS

Urban and Rural Planning
Confederation Building
C.P. 4750
St. John's (Terre-Neuve)
A1C 5T7
Téléphone : (709) 729-3090
Télécopieur : (709) 729-2609

Spécialité

Mandat

La Urban and Rural Planning Division (division de la planification urbaine et rurale) du Department of Municipal and Provincial Affairs (ministère des affaires municipales et provinciales) de Terre-Neuve est chargée de l'élaboration de plans de politiques à long terme pour orienter le développement urbain et rural à Terre-Neuve et promouvoir et coordonner la planification de l'aménagement par les autorités provinciales et municipales et les entreprises privées. La division a pour mandat d'appliquer un programme de planification conforme aux dispositions de la Urban and Rural Planning Act et à d'autres lois provinciales en matière d'aménagement du territoire.

Activités

La division applique un programme qui comprend la préparation de plans municipaux et de règlements normalisés d'aménagement pour les municipalités dans toute la province ainsi que de plans régionaux pour les zones connaissant une croissance urbaine exceptionnelle et celles qui seront probablement touchées par un important développement industriel ou une mise en valeur importante des ressources, y compris l'exploitation du pétrole marin et les pêcheries. Ses autres activités comprennent l'administration d'une procédure d'appel en matière d'aménagement du territoire, la coordination des intérêts interministériels et intergouvernementaux en matière d'aménagement régional et de recherche liée aux limites territoriales des municipalités et l'offre de soutien technique pour la préparation d'études municipales relatives à l'aménagement du territoire.

Comité intergouvernemental de recherches
urbaines et régionales

CIRUR

Organisation

Personnel

Au 31 mai 1992, la division avait un effectif total de vingt-quatre personnes comprenant le directeur, quinze urbanistes professionnels et huit personnes faisant partie du personnel technique, administratif et de soutien. Des plans et études sont aussi préparés par des experts-conseils dont les services sont retenus par la province et coordonnés par l'intermédiaire du directeur de la division.

Structure

Tout le personnel de la division travaille au bureau central du ministère des affaires municipales et provinciales, situé à St. John's (Terre-Neuve).

Financement

La division obtient les fonds nécessaires à sa recherche et à ses programmes par l'intermédiaire du processus budgétaire annuel du ministère des affaires municipales et provinciales ainsi que par le partage des coûts des projets avec d'autres divisions du ministère, la Newfoundland and Labrador

Housing Corporation et les municipalités de la province.

Recherche

Méthode

La division fait des recherches principalement dans le cadre du processus de préparation de plans municipaux et régionaux, ainsi que pour répondre aux demandes municipales d'aide technique et(ou) de conseils. En outre, la division fait et(ou) commande des recherches en aménagement régional afin d'appuyer l'établissement de plans régionaux.

Domaines

Les activités de recherche entreprises dépendent de la disponibilité de fonds et d'autres exigences de la division. Pendant la dernière décennie, les recherches ont été axées sur les effets de l'exploitation prévue de gaz et de pétrole en mer et sur l'établissement de plans régionaux adaptés à la croissance prévue.

On entreprend actuellement des recherches dans les domaines suivants :

- ◆ Région urbaine de St. John's
- ◆ Approvisionnement en eau et mise au point d'un système
- ◆ Gestion des déchets
- ◆ Bruit des aéroports
- ◆ Réglementation concernant les lotissements
- ◆ Offre et demande de terrains industriels

La division élabore actuellement des bases de données régionales qui seront intégrées dans le système d'information géographique informatisé qui sera mis en place au sein du ministère.

Publications

La division a un centre de ressources, de recherche et d'information à jour qui lui permet de venir en aide aux autorités provinciales et municipales et au secteur privé. Ce centre comprend des rapports de recherche et des plans préparés par et pour la division. Certaines activités de recherche sont coordonnées au moyen de comités externes composés de représentants du gouvernement et des organismes de la province et des municipalités, et l'information produite est rendue publique au moyen de rapports, de réunions publiques et de consultations.

MINISTÈRE DES MUNICIPALITÉS, DE LA CULTURE ET DE L'HABITATION DU NOUVEAU-BRUNSWICK

4^e étage, Carleton Place, rue King
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
E3B 5H1
Téléphone : (506) 453-2171
Télécopieur : (506) 457-4991

Spécialité

Mandat

Le ministère des Municipalités, de la Culture et de l'Habitation du Nouveau-Brunswick a été créé en 1991. Il a pour mandat de servir de point central pour l'élaboration de politiques et la mise en oeuvre de programmes provinciaux qui améliorent la qualité de la vie communautaire des Néo-Brunswickois grâce à la prestation de services locaux, au soutien de l'administration locale, à la production de logements pour les personnes dans le besoin, à la promotion des sports et des loisirs et à la sensibilisation à la culture du Nouveau-Brunswick.

Activités

Le Ministère entreprend un très large éventail d'activités pour le gouvernement provincial, dont les suivantes : administration des gouvernements locaux, aménagement intégré du territoire, mise en valeur des centres-villes, gestion des situations de crise civiles et prestation d'aide pour le logement social par l'intermédiaire de l'administration et de la production de logements sociaux, de prêts pour la rénovation ou la remise en état, de programmes de suppléments de loyer et de prêts pour l'accession à la propriété.

Organisation

Personnel

C'est la Direction de la planification générale de la Division des services généraux qui entreprend les activités de recherche du Ministère. La Direction compte onze employés à plein temps, dont deux qui s'occupent des activités de recherche ou des domaines d'intérêt.

Structure

Le coordonnateur de la recherche est le représentant du Ministère au sein du Comité national de recherche sur le logement, du Comité intergouvernemental de recherches urbaines et régionales et du Réseau d'étude sur l'habitation dans les Maritimes. En outre, il participe, à titre consultatif, aux activités du programme d'études sur le milieu rural et les petites villes de l'université Mount Allison.

Recherche

Domaines

Compte tenu de la petite taille de la Direction et des restrictions budgétaires pour l'ensemble de la province, les activités de recherche du Ministère se limitent à la réalisation de petits projets ou études internes destinés à l'aider à remplir sa mission, à la participation aux travaux de comités interministériels et intergouvernementaux et des groupes consultatifs s'occupant d'activités liées à la recherche sur le logement, la culture ou la vie municipale et faisant des recherches dans ces

domaines, et à la prestation de conseils à certaines sections du Ministère concernant l'interprétation et la mise au point de bases de données statistiques, de questionnaires, etc.



ICURR Intergovernmental Committee on Urban
and Regional Research
Comité intergouvernemental de recherches
urbaines et régionales **CIRUR**



Organismes municipaux

ICURR Intergovernmental Committee on Urban
and Regional Research
Comité intergouvernemental de recherches
urbaines et régionales **CIRUR**

MUNICIPALITÉ DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE TORONTO

Service de planification
11^e étage, Tour est, Hôtel de Ville
Toronto (Ontario)
M5H 2N1
Téléphone : (416) 392-8778
Télécopieur : (416) 392-3821

Spécialité

Mandat

Offrir des services de planification complets, professionnels et de grande qualité, conformément aux besoins et au mandat du Service, afin d'assurer la qualité des milieux physique, social et économique et l'urbanisation et l'aménagement du territoire les plus efficaces et les plus efficaces possible pour les citoyens de la Communauté urbaine de Toronto.

Offrir des conseils professionnels sur les questions stratégiques qui intéressent la Communauté urbaine, ce qui comprend, sans toutefois s'y limiter, les domaines de la forme et de la structure urbaines, de la planification et de l'économie urbaine, de l'infrastructure, des services sociaux, y compris le logement, et de l'environnement, et constituer un fondement pour l'élaboration de politiques ou de programmes nouveaux ou révisés et procéder à cette élaboration.

Mettre en oeuvre la stratégie et les politiques d'urbanisme de la Communauté urbaine et en surveiller les progrès.

Mettre au point et maintenir un service d'information régional centralisé sur l'urbanisme, entreprendre des recherches et des études spéciales pertinentes afin d'interpréter les données statistiques comprises dans le système d'information et maximiser la qualité et la pertinence de cette information pour la Communauté urbaine et le grand public.

Mettre au point, mettre en oeuvre, administrer et réviser les politiques et pratiques d'urbanisme de la Communauté urbaine et appliquer un programme d'examen de l'aménagement afin d'assurer la pertinence et l'efficacité continues du plan et des politiques connexes de la Communauté urbaine; et s'assurer que les dispositions du plan sont respectées en coopération avec les municipalités locales.

Mettre au point une structure efficiente et efficace d'aménagement du territoire par l'intermédiaire de la fonction de traitement et d'examen ainsi qu'au moyen de la préparation et de l'étude de plans et de politiques.

Activités

Le Service de planification de la Communauté urbaine entreprend un éventail d'activités relatives à l'aménagement du territoire en tant qu'organisme de la Municipalité de la communauté urbaine de Toronto chargé de cette fonction. Ses activités comprennent la recherche, l'élaboration de politiques, le suivi et le contrôle de l'aménagement. Au point de vue géographique, le Service se concentre sur la Communauté urbaine de Toronto et les six municipalités locales qui la composent, soit East York, Etobicoke, North York, Scarborough, Toronto et York. Dans une moindre mesure, il s'intéresse à la région du grand Toronto qui comprend cinq zones : Halton, Peel, la Communauté urbaine de Toronto, Durham et York. Les principaux sujets sur lesquels le Service rassemble de l'information sont l'aménagement du territoire, la planification des transports, la recherche démographique et l'urbanisme.

Organisation

Personnel

En 1992, le Service compte quatre-vingt-dix employés permanents et contractuels.

Structure

Le Service a six divisions.

Financement

Le Service obtient ses fonds par l'intermédiaire du budget de la Municipalité qui est approuvé par le Conseil. La province de l'Ontario et le gouvernement du Canada offrent parfois un financement indirect pour des projets spéciaux.

Recherche

Méthode

C'est surtout la Research and Special Studies Division (division de la recherche et des études spéciales) qui entreprend des activités de recherche en aménagement du territoire et sur les questions démographiques. La Transportation Division (division des transports) s'occupe de la recherche sur des sujets liés au transport, à l'exclusion des questions démographiques.

La division de la recherche et des études spéciales tient à jour un ensemble complet de bases de données et de systèmes de contrôle se fondant sur de l'information provenant de Statistique Canada, de l'évaluateur provincial, d'autres services de la Communauté urbaine et d'enquêtes spéciales. Les bases de données comprennent des données actuelles et historiques sur la population, l'emploi, les locaux de bureau et pour commerces de détail, le développement industriel, les logements et les ménages. Des données sur ces sujets sont rassemblées, structurées en rapports et diffusées à d'autres divisions. Les particuliers peuvent demander des données sur des domaines précis qui sont rassemblées en rapports adaptés aux demandeurs. L'information est aussi diffusée au moyen de rapports spéciaux et d'une série de bulletins appelés *Metro Facts*.

La division des transports fait des recherches sur la structure des déplacements dans la Communauté urbaine de Toronto et dans la région du grand Toronto en vue de faire un apport aux politiques sur les transports et aux décisions concernant l'amélioration du réseau.

D'autres divisions entreprennent des recherches pour des projets ou rapports précis. D'importantes études de recherche sont réalisées afin de préparer des documents d'information pour l'élaboration de politiques d'aménagement du territoire pour le Plan directeur.

Domaines

La division de la recherche et des études spéciales fait de la recherche et offre de l'information et des conseils stratégiques sur les sujets suivants :

- ◆ tendances démographiques et sociales;
- ◆ population active et emploi;
- ◆ offre et besoins de logement;
- ◆ activité économique;
- ◆ développement industriel et d'immeubles de bureaux, et
- ◆ état de l'environnement

La division des transports fait de la recherche pour les activités de contrôle dans le cadre des initiatives suivantes :

- ◆ Programme annuel de contrôle du centre-ville (Annual Central Area Monitoring Program);
- ◆ Programme biennal de comptage cordon (Biennial Cordon Count Program);
- ◆ Programme de recensement quinquennal des migrations journalières (Quinquennial Census Journey-to-Work Program);
- ◆ Enquêtes dans toute la région du grand Toronto sur les habitudes en matière de déplacements.

Programmes

La division de la recherche et des études spéciales participe à plusieurs programmes externes et groupes de travail :

- ◆ étude interrégionale sur le logement, avec la province de l'Ontario;
- ◆ étude sur les concepts futurs du Bureau de la région du grand Toronto;
- ◆ conseil régional de santé;
- ◆ Urban and Regional Information Systems Group;
- ◆ coordination des systèmes d'information au sein du groupe des régions de l'Ontario.



ICURR Intergovernmental Committee on Urban
and Regional Research
Comité intergouvernemental de recherches
urbaines et régionales **CIRUR**

SERVICE D'URBANISME DE LA VILLE DE WINNIPEG

395, rue Main, 3^e étage
Winnipeg (Manitoba)
R3B 3E1
Téléphone : (204) 986-4183
Télécopieur : (204) 942-2008

Spécialité

Mandat

Le Service d'urbanisme de la ville contrôle et coordonne presque toutes les activités liées à la planification urbaine, à la construction d'immeubles ou aux programmes de développement communautaire à Winnipeg.

Activités

Le Service a de nombreuses responsabilités administratives liées aux plans d'aménagement du territoire, aux initiatives de développement économique, aux règlements de zonage, à la mise en application, aux programmes de conception urbaine, aux approbations des plans, aux inspections de la construction et aux programmes de logement et de revitalisation des quartiers.

Organisation

Structure

Le Service d'urbanisme est un des six services et commissions qui relèvent, sur le plan administratif, du Conseil des commissaires par l'intermédiaire du Commissaire de l'urbanisme et des services communautaires. L'équivalent politique est le comité permanent de l'urbanisme et des services communautaires de la Ville de Winnipeg qui dirige les activités du Service d'urbanisme par l'intermédiaire du Conseil des commissaires. Le Comité de l'urbanisme et des services communautaires communique avec le Conseil municipal par l'intermédiaire du Comité exécutif.

Financement

Toutes les activités du Service sont financées directement à même le budget de la ville.

Recherche

Méthode

L'orientation globale et les priorités du Service d'urbanisme sont établies au moyen d'un processus politique. Les conseillers municipaux, qui doivent répondre de leurs actes devant les citoyens de la Ville de Winnipeg, établissent les lignes de conduite qui dirigent les activités quotidiennes de prestation de services du Service d'urbanisme.

Domaines

Le Service compte trois grandes divisions : la Division des programmes d'aménagement, qui gère l'aménagement physique de la ville; la Division de l'inspection des bâtiments, dont la principale responsabilité est de veiller à l'application des règlements portant sur la construction, l'occupation et l'entretien des immeubles; et la Division des programmes communautaires, qui entretient, améliore et conserve les quartiers plus anciens au moyen de la détermination, de l'établissement, du maintien

et de la mise en oeuvre des politiques, programmes et initiatives nécessaires pour permettre à la Ville de s'occuper efficacement des quartiers en dégénérescence.

Programmes

Plusieurs programmes de logement sont administrés par la Division des programmes communautaires, dont le Programme d'amélioration des quartiers (PAQ), le Community Improvement Program (CIP), les programmes de réparation de maisons (PAREL et Programme de rénovation domiciliaire de centre-ville) visant à remettre en état le parc existant et le Programme d'amélioration et d'entretien domiciliaires au centre-ville, dont le but est d'améliorer le parc de logements locatifs existants au moyen de l'application du code.



ICURR Intergovernmental Committee on Urban
and Regional Research
Comité intergouvernemental de recherches
urbaines et régionales **CIRUR**

EDMONTON CITY PLANNING AND DEVELOPMENT DEPARTMENT

2^e étage, 10310, 102^e avenue
Edmonton (Alberta)
T5J 2X6
Téléphone : (403) 496-6160
Télécopieur : (403) 428-4665

Spécialité

Mandat

L'Edmonton City Planning and Development Department (service d'urbanisme et d'aménagement du territoire de la Ville d'Edmonton) est chargé de remplir les fonctions que l'Alberta Planning Act confère à la ville. Le mandat du service est lié de près au but de cette loi et des règlements pertinents, qui consiste à prévoir des moyens de préparer et d'adopter des plans et des mesures connexes pour a) réaliser une urbanisation et un aménagement du territoire ordonnés, économiques et bénéfiques, et b) maintenir et améliorer la qualité de l'environnement physique dans lequel sont situés les établissements humains en Alberta, sans empiéter sur les droits des individus sauf dans la mesure où cela est nécessaire pour protéger l'intérêt public.

Activités

Les responsabilités légales du service comprennent la préparation de plans, le contrôle du développement, l'inspection des bâtiments et le processus d'approbation des lotissements. Le service doit aussi jouer un rôle de contrôle et de coordination lié aux programmes généraux qu'il gère. Les activités de recherche appuient les fonctions statutaires, contribuent à la prise de décisions de la corporation et du conseil et produisent de l'information pour d'autres organismes et le public. En outre, le service gère les terrains appartenant à la ville et est chargé de coordonner les initiatives de construction de logements neufs de la ville découlant des rapports du groupe de travail du maire sur l'accroissement de la sécurité des villes (Mayor's Safer Cities Task Force).

ICURR Intergovernmental Committee on Urban
and Regional Research
Comité intergouvernemental de la recherche

Organisation

Personnel

En juillet 1992, le service d'urbanisation et d'aménagement du territoire de la Ville d'Edmonton avait un effectif total de 352 employés permanents et contractuels. Le Forecasting and Policy Development Group (groupe de l'établissement des prévisions et de l'élaboration des politiques), qui a douze employés, est chargé de la plupart des recherches du service. Il peut s'attaquer à des sujets précis en mettant sur pied des équipes de projet comprenant des représentants d'autres groupes du Service qui ont des compétences particulières.

Structure

Le Service a quatre sections : Planning Services (services d'urbanisme), Policy and Information (politiques et information), Building Inspection (inspection d'immeubles) et Land Management (gestion foncière).

Financement

Comme il est un service de la ville d'Edmonton, le service est financé à même les recettes générales provenant des taxes municipales et des droits perçus pour les demandes de développement.

Recherche

Méthode

Les recherches peuvent découler de demandes provenant du conseil, du service même, d'autres services municipaux ou d'organismes externes. En outre, la recherche peut porter sur des questions et sujets d'importance pour la ville qui sont relevés par le personnel du groupe de l'établissement des prévisions et de l'élaboration des politiques. Les sujets d'intérêt général peuvent faire l'objet de rapports qui sont mis à la disposition du grand public.

Domaines

Le service contrôle et étudie certains sujets depuis de nombreuses années (p. ex., terrains résidentiels, terrains industriels, profils démographiques, marché du logement). La recherche économique constitue une partie importante des travaux du groupe de l'établissement des prévisions et de l'élaboration des politiques, qui communique de l'information au City Forecast Committee (comité des prévisions municipales) aux fins de la budgétisation. De nombreux aspects du développement économique sont analysés, dont les prévisions socio-économiques, l'analyse du marché du travail, l'évaluation de l'effet de politiques fiscales, l'évaluation de l'effet sur les ventes au détail, l'examen des impôts fonciers, la croissance des entreprises et les prévisions des besoins de viabilisation de terrains. D'autres sujets qui font actuellement l'objet de recherches comprennent les zones naturelles et les régions écologiquement fragiles, l'évaluation de l'impact sur l'environnement, le concept des quartiers suburbains, les centres commerciaux de quartier, les quartiers commerciaux et les zones d'emploi, les commerces à domicile et le logement au centre-ville.

Programmes

Le service administre plusieurs programmes destinés à améliorer la qualité de la vie des citoyens d'Edmonton. Un programme particulièrement important est le Program to Improve Downtown Edmonton (PRIDE) qui se fonde sur un partenariat entre la Ville et divers organismes et groupes d'intérêts du centre-ville et qui a stimulé les efforts visant à revitaliser les quartiers du centre. Le Business Revitalization Zone Program (programme de revitalisation des quartiers commerciaux) dépend de la participation des commerçants qui versent une taxe d'affaires spéciale visant à payer les améliorations locales. Le Service est responsable de plusieurs autres programmes portant, entre autres, sur le logement abordable, les arts et l'International Winter Cities Committee Secretariat.

Le service offre des rapports de recherche dont on peut obtenir la liste en communiquant avec le Maps and Publications Clerk. Le groupe de l'établissement des prévisions et de l'élaboration des politiques produit un bulletin mensuel, *Monthly Economic Review*, qui est offert gratuitement.

GREATER VANCOUVER REGIONAL DISTRICT (GVRD)

Planning and Development
4330 Kingsway
Burnaby (C.-B.)
V5H 4G8
Téléphone : (604) 432-6379
Télécopieur : (604) 432-6296

Spécialité

Mandat

Le Greater Vancouver Regional District (GVRD), ou district de la région métropolitaine de Vancouver, est une fédération ou association de 18 municipalités et trois secteurs électoraux qui constituent la région métropolitaine de Vancouver. Le GVRD, qui est un des vingt-neuf districts régionaux de la Colombie-Britannique, englobe 2 800 kilomètres carrés et est chargé d'assurer les services essentiels dans toute cette région où habite la moitié de la population de la province, soit plus de 1,6 million de personnes.

Pour des raisons d'économie, d'efficacité et d'équité, les services sont fournis en coopération avec les municipalités, mais le système est structuré de façon à ce que chaque municipalité conserve son autonomie locale.

Le gouvernement provincial a établi le concept du district régional en 1965. La première réunion du conseil du GVRD a eu lieu le 12 juillet 1967.

Activités

Le GVRD assure les services essentiels suivants :

- ◆ Réseau régional d'approvisionnement en eau et de distribution
- ◆ Collecte, traitement et évacuation des eaux usées régionales
- ◆ Parcs régionaux
- ◆ Contrôle de la pollution atmosphérique
- ◆ Planification et financement des immobilisations des hôpitaux régionaux
- ◆ Logement régional
- ◆ Relations de travail (fonctionnaires municipaux)
- ◆ Coordination des programmes d'élimination et de recyclage des déchets solides
- ◆ Services d'aménagement du territoire (coordination du développement régional et de la planification des transports)
- ◆ Système téléphonique d'urgence 9-1-1 dans toute la région
- ◆ Programme régional de relations publiques (y compris dans les écoles publiques)

Organisation

Personnel

Le GVRD a un effectif d'environ 900 employés permanents et contractuels, dont la plupart travaillent au sein des services environnementaux et de la gestion des eaux.

Structure

Le conseil d'administration du GVRD est composé des représentants élus des 21 municipalités membres. Chaque collectivité a une voix par tranche de 20 000 habitants. Comme aucun directeur ne peut avoir plus de cinq voix, les quatre municipalités ayant les populations les plus importantes, soit Vancouver, Surrey, Burnaby et Richmond, comptent plus d'un directeur.

L'administration journalière des vingt services du GVRD est dirigée par les directeurs de service qui relèvent du directeur régional. Ce dernier relève du conseil d'administration.

Des corporations distinctes au sein de l'organisation, dont le Greater Vancouver Water District, le Greater Vancouver Sewerage and Drainage District, le Greater Vancouver Regional Hospital District et le Greater Vancouver Housing Corporation fonctionnent tous sous l'égide du GVRD.

Financement

Les districts régionaux de la Colombie-Britannique n'ont pas de pouvoirs d'imposition directs. Ils obtiennent la plupart de leurs fonds des municipalités membres en leur facturant les services qu'ils leur assurent. Les municipalités ont ainsi plus de contrôle sur les niveaux de service assurés par le district régional.

Dans le GVRD, le coût de la plupart des services est réparti proportionnellement parmi les membres participants d'après une évaluation foncière, bien qu'un certain nombre de services, comme ceux qui sont liés à l'eau et au logement, s'autofinancent.

Les sommes recueillies pour les services régionaux sont indiquées sur les factures de taxes municipales. En général, le montant perçu pour le GVRD représente environ 7 p. 100 du montant total de la facture. La plus grande partie de cet argent sert à payer les coûts en immobilisations des hôpitaux.

Recherche

Méthode

C'est surtout le Development Services Department (service d'aménagement) du GVRD qui fait la recherche régionale sur les villages, villes, régions métropolitaines et collectivités rurales.

Il travaille en étroite collaboration avec les services d'urbanisme municipaux pour fournir un éventail de services visant à mettre en valeur l'environnement de la région et à améliorer de façon générale son habitabilité.

Ces services comprennent la mise au point d'un processus permanent de planification régionale des transports, des activités servant à développer l'économie globale de la région, la prestation d'information à jour sur la population, l'utilisation des terres, l'économie, la population active et les transports, et la recherche sur les tendances du développement régional.

Les activités du service sont axées sur la Livable Region Strategy (stratégie de création d'une région habitable), programme complet dont le but est de déterminer les défis auxquels la région métropolitaine fait face dans les années 1990 et de proposer des moyens de les relever. Le programme prévoit une participation importante du public.

Même s'il travaille en étroite collaboration avec les services locaux d'urbanisme, le GVRD ne participe pas aux décisions municipales en matière d'urbanisme. Chaque municipalité demeure maître de ses propres activités de planification urbaine.

Domaines

Bien que les grands domaines des recherches entreprises par le service d'aménagement du GVRD demeurent semblables au fil des ans, il y a des projets différents d'une année à l'autre, selon les besoins particuliers. Au cours des deux dernières années, les recherches ont porté, entre autres, sur les sujets suivants :

- ◆ Logement abordable pour propriétaires-occupants
- ◆ Logement locatif abordable
- ◆ Évaluation de l'offre de terrains dans la région métropolitaine de Vancouver
- ◆ Vue d'ensemble des activités agricoles dans la région métropolitaine de Vancouver
- ◆ Centres-villes régionaux
- ◆ Habiter un logement près de son travail
- ◆ Qualité sociale de la vie communautaire
- ◆ Protection des zones vertes de la région métropolitaine de Vancouver
- ◆ Prévisions de l'emploi, par secteur industriel
- ◆ Étude des transports (Freedom to Move)
- ◆ Terrains de golf dans le GVRD

Programmes

Le service d'aménagement est chargé de l'administration de divers comités consultatifs politiques, y compris le comité consultatif technique, le comité des transports et des services d'aménagement, le comité consultatif administratif régional et le comité des secteurs électoraux. Ces comités sont composés de fonctionnaires municipaux qui se réunissent de façon régulière. Ils sont présidés par des membres du conseil d'administration. Les comités s'occupent de questions communes à toutes les municipalités de la région et font ensuite des recommandations au conseil du GVRD.

Les membres de sous-comités relevant des comités ci-dessus, comme le sous-comité du développement économique régional, le comité des systèmes d'information et le comité des questions sociales (qui relèvent tous du comité consultatif technique) se réunissent pour traiter de questions techniques et font rapport aux comités qui les ont créés. Les présidents et membres des sous-comités sont des membres du personnel des municipalités et du GVRD.

Les comités et sous-comités servent de forum régional pour relever les domaines clés de la recherche à entreprendre en matière d'urbanisme, coordonner les activités de recherche, échanger les résultats des recherches, les idées et l'information et promouvoir la mise en oeuvre des résultats des recherches.

En outre, le service d'aménagement appuie les activités entreprises par des organismes comme l'Institut canadien d'aménagement urbain, la Fédération canadienne des municipalités, la Union of British Columbia Municipalities, le Planning Institute of BC, l'Institut canadien des urbanistes, le Vancouver Board of Trade et la School of Community and Regional Planning de l'University of British Columbia.

Publications

La diffusion des résultats des recherches entreprises ou commandées par le service d'aménagement se fait par l'intermédiaire du Department of Communications and Education (service des communications et de l'éducation) du GVRD, qui publie une liste des publications et cartes à vendre (*Publications and Maps for Sale*). On y trouve toutes les recherches terminées et les publications qu'on peut obtenir du GVRD. En outre, l'*Economic Monitoring* du service et de fréquents bulletins monographiques donnent une liste des dernières publications du service.

En plus, la bibliothèque du GVRD offre des services de référence et de recherche aux membres du conseil et au personnel du GVRD, ainsi qu'aux représentants élus et au personnel de ses municipalités membres. La bibliothèque, qui compte plus de 12 000 rapports et livres liés à divers aspects du développement régional et urbain, est aussi un centre de référence pour le public (étudiants, commerces, bureaux gouvernementaux externes, conseillers, entreprises de

commercialisation, bibliothèques) qui cherche de l'information liée au développement commercial, économique et industriel, au logement, à la planification des soins de santé et aux politiques gouvernementales en la matière, aux transports en commun et autres, aux parcs et aux loisirs de plein air, à l'évacuation des eaux d'égout et à l'élimination des ordures, au recyclage, au contrôle de la pollution et aux problèmes environnementaux. En outre, il est possible d'accéder électroniquement aux catalogues de la bibliothèque.



HALIFAX METROPOLITAN AREA PLANNING COMMISSION

Immeuble Ferry Terminal, 2^e étage, 5077, rue George
Halifax (Nouvelle-Écosse)
B3J 1M3
Téléphone : (902) 421-8570
Télécopieur : (902) 421-8087

Spécialité

Mandat

Prestation de services de transport en commun et d'élimination des déchets solides aux municipalités participantes de Halifax, Dartmouth, Bedford et du comté d'Halifax.

Activités

Exploitation du service de transport en commun et de la décharge, et planification des services futurs.

Organisation

Personnel

Le Planning Department (service d'urbanisme) a six employés qui assurent un soutien à la planification aux divisions opérationnelles de l'autorité et à la Metropolitan Area Planning Commission. Ce dernier organisme est inactif depuis plusieurs années.

Structure

Le service figure parmi plusieurs structures d'état-major qui, avec les services des finances et du personnel, appuient les opérations de transport en commun et d'élimination des déchets solides.

Financement

Le service est financé à 50 p. 100 par la province en raison de son travail de planification régionale et à 50 p. 100 par les droits imposés aux municipalités participantes.

Recherche

Méthode

Le service fait surtout des études sur l'exploitation et les horaires pour la division des transports en commun.

Domaines

Planification des transports, établissement des itinéraires et des horaires et exploitation des transports en commun, et conception des installations (terminus, couloirs réservés aux autobus). Gestion des déchets solides, ce qui comprend la décharge, l'établissement des itinéraires, le recyclage et le compostage.

Programmes

Le service appuie les divisions opérationnelles en élaborant des plans de service, des prévisions des recettes et des budgets annuels. En outre, il assure la liaison avec les gouvernements et les

promoteurs dans la région métropolitaine relativement à la conception des lotissements et à l'intégration des installations de transport en commun dans les nouveaux quartiers.



ICURR Intergovernmental Committee on Urban
and Regional Research
Comité intergouvernemental de recherches
urbaines et régionales **CIRUR**

MUNICIPALITÉ RÉGIONALE D'OTTAWA-CARLETON

Service de l'urbanisme
111, rue Lisgar
Ottawa (Ontario)
K2P 2L7
Téléphone : (613) 560-2053
Télécopieur : (613) 560-6006

Spécialité

Mandat

La Loi de 1983 sur l'aménagement du territoire a donné mandat au Service de l'urbanisme de la Municipalité régionale d'Ottawa-Carleton de préparer un plan directeur pour la région. Bien que le plan concerne la structure physique de la croissance et la protection des ressources naturelles, les politiques doivent tenir compte de facteurs environnementaux, sociaux et économiques.

Activités

Le Service s'occupe d'un éventail d'activités dont la plus importante est la tenue à jour du plan directeur de la Municipalité régionale, l'approbation des modifications des plans directeurs locaux et des plans de lotissement et de copropriété (dont l'approbation a été déléguée par le ministre des Affaires municipales de l'Ontario), l'élaboration d'une politique du logement et la tenue de deux registres de logements.

Organisation

Personnel

Le Service a un effectif total de cinquante personnes dont environ vingt consacrent une partie de leur temps à la recherche.

Structure

Le Service comporte deux divisions et plusieurs directions de soutien. La plus grande partie de la recherche et de l'élaboration de politiques se fait au sein de la Division des politiques et des programmes. La Division de l'administration des plans s'occupe surtout du traitement des demandes de lotissement, de copropriété et de détachement de parcelles et de la coordination des commentaires sur les règlements de zonage.

Financement

Le Service de l'urbanisme dépend presque entièrement du budget de fonctionnement de la corporation, bien qu'il ait reçu des subventions pour la recherche dans le domaine du logement et les registres de logements.

Recherche

Méthode

C'est principalement dans la Division des politiques et des programmes qu'on trouve les capacités de recherche du Service. On y entreprend ou commande des enquêtes dans divers domaines afin d'obtenir l'information nécessaire à la mise à jour du plan directeur régional et des politiques en

matière de logement. Les résultats des recherches sont rendus publics principalement au moyen de rapports publiés.

Domaines

Les projets de recherche et d'analyse portent sur les domaines suivants :

- ◆ emploi
- ◆ besoins de logements sociaux
- ◆ utilisation des terres
- ◆ enquêtes sur les terrains résidentiels et industriels vacants
- ◆ commerces de vente au détail
- ◆ ressources minérales
- ◆ nappe phréatique
- ◆ flore et faune
- ◆ prévisions de la croissance démographique, des ménages et de l'emploi et des besoins de terrains urbains.

Programmes

Le Service parraine le Réseau régional d'échange de données et d'information (R.R.E.D.I.) et l'Échange d'information de planification qui ont tous deux pour but de faciliter la diffusion d'information entre gouvernements et organismes de la région d'Ottawa-Carleton.

REGIONAL MUNICIPALITY OF WATERLOO

Planning and Development
20, rue Erb ouest
Waterloo (Ontario)
N2J 4G7
Téléphone : (519) 885-9425
Télécopieur : (519) 885-1436

Spécialité

Mandat

La province de l'Ontario a créé la municipalité régionale de Waterloo en 1973. Elle devait constituer le niveau supérieur d'un système à deux niveaux de gouvernement local pour une région englobant les villes de Cambridge, Kitchener et Waterloo et les comtés de North Dumfries, Wellesley, Wilmot et Woolwich. Les responsabilités régionales sont précisées dans la Loi sur la municipalité régionale de Waterloo.

Activités

La municipalité régionale a le pouvoir de décision sur les questions touchant l'approvisionnement en eau et la qualité de l'eau, y compris sur la conservation de l'eau et la protection des nappes phréatiques qui fournissent presque toute l'eau potable de la région, la gestion des déchets et la réduction des déchets pour les deux décharges régionales, la désignation et la protection des terres agricoles et des zones naturelles et la régulation de la structure de la croissance et du développement dans la région.

Organisation

Personnel

Le personnel de la municipalité régionale de Waterloo est chargé, sous la direction du directeur général, de mettre en oeuvre les politiques et programmes établis par le conseil régional. En 1991, il y avait environ 1 600 employés à plein temps, à temps partiel et temporaires. Le Regional Policy Department (service régional des politiques) compte 700 personnes en tout.

Structure

Le conseil régional est l'organisme d'élaboration de politiques et de prise de décisions du gouvernement régional et est composé de vingt-cinq conseillers élus pour un mandat de trois ans, plus le président régional élu par le conseil pour un mandat de même durée. Chaque municipalité est représentée par son maire et un certain nombre de conseillers locaux.

Mis à part les bureaux du président régional et du directeur général, il y a neuf services :

- ◆ Greffe;
- ◆ Ingénierie;
- ◆ Finances;
- ◆ Services de santé;
- ◆ Patrimoine;
- ◆ Ressources humaines;
- ◆ Contentieux;

- ◆ Urbanisme et aménagement du territoire; et
- ◆ Services sociaux.

Le conseil régional bénéficie aussi de l'aide de plusieurs comités permanents et consultatifs.

Financement

En 1990, la municipalité régionale tirait environ 39 p. 100 de ses recettes des subventions provinciales, 29 p. 100 des impôts, 24 p. 100 des droits d'utilisation et le reste d'autres sources.

Recherche

Méthode

Le service de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire est chargé des questions d'urbanisme et d'aménagement du territoire de la région ainsi que des questions de planification touchant l'aéroport régional de Waterloo-Guelph, l'arboretum régional et les forêts régionales. Il exploite aussi un réseau de bibliothèques régionales dans les quatre comtés et une fonction archéologique chargée d'évaluer l'effet archéologique de toutes les demandes d'aménagement dans la région. Le commissaire sert aussi de directeur général de la Waterloo Region Non-Profit Housing Corporation.

Domaines

La division de l'urbanisme du service compte trois sections, soit celles de la planification économique, sociale et de l'utilisation des terres, de la planification environnementale et de la planification des transports. Cette division est la principale responsable de la recherche, de l'établissement et de la mise en oeuvre des politiques établies dans le plan directeur régional et, par l'intermédiaire d'autres mesures de la corporation, de la gestion d'un aménagement de la région qui soit compatible avec l'utilisation des terres, les contextes sociaux et économiques et les milieux naturels de la région et les nouvelles initiatives provinciales en matière de politique d'aménagement du territoire. Elle recommande l'approbation des plans directeurs des municipalités locales et des cantons, qui doivent être conformes au plan directeur de la région, et prépare le plan des transports de la région.

La division de l'aménagement du territoire recommande l'approbation de toutes les demandes d'aménagement à l'intérieur de la région et prépare des commentaires sur ces demandes. Cela comprend l'approbation des plans directeurs des municipalités locales et de leurs modifications, des plans de lotissement, des plans de copropriété, des règlements sur la fermeture de routes et sur les lots partiels, ainsi que les commentaires définitifs sur les modifications des règlements de zonage, les demandes de lotissement, les demandes de dérogations et les demandes de permis d'exploitation de sablières et de carrières. La division est aussi chargée du rassemblement, de l'analyse et de la diffusion d'information concernant l'activité d'aménagement dans la région.

ASSOCIATION OF MUNICIPALITIES OF ONTARIO

250, rue Bloor est, suite 701
Toronto (Ontario)
M4W 1E6
Téléphone : (416) 929-7573
Télécopieur : (416) 929-7574

Spécialité

Mandat

L'Association of Municipalities of Ontario est un organisme sans but lucratif représentant environ 700 municipalités de l'Ontario, dont la constitution a été adoptée lors de sa conférence de fondation en août 1981. Elle s'est donnée le mandat suivant :

- ◆ Promouvoir une administration municipale efficace et améliorer le bien-être général des citoyens de l'Ontario.
- ◆ Améliorer la situation des municipalités à l'intérieur du processus gouvernemental global.
- ◆ Tenter d'assurer l'unité d'action des membres en ce qui concerne les questions d'intérêt municipal commun tout en tenant compte de la diversité des avis municipaux.
- ◆ Représenter les membres sur des questions qui influent sur eux ou le bien-être ou l'intérêt de leurs citoyens, lorsque cette représentation ne va pas à l'encontre des politiques de l'association.
- ◆ Examiner les questions d'intérêt général pour les municipalités et promouvoir l'adoption de toute loi avantageuse pour les municipalités de l'Ontario.
- ◆ Représenter les membres et les aider à maintenir et à accroître l'autonomie municipale dans la mesure où cela est avantageux pour l'intérêt public, et collaborer avec tout organisme ayant des buts semblables.
- ◆ Constituer un moyen efficace de communication des points de vue des municipalités à d'autres niveaux de gouvernement et aux organismes appropriés.
- ◆ Favoriser les rapports étroits entre les divers niveaux et genres d'administrations municipales.
- ◆ Favoriser l'établissement de liens étroits entre cette association et les associations de fonctionnaires municipaux.
- ◆ Assurer aux membres des services avantageux pour l'administration municipale en Ontario.

Activités

L'association entreprend plusieurs activités pour ses membres : élaborer des positions de principe et présenter des rapports sur les questions d'intérêt général pour les administrations municipales; assurer une liaison continue avec des représentants élus et non élus du gouvernement provincial; informer et instruire les gouvernements, les médias et le public sur les questions municipales; faire la commercialisation de services innovateurs et bénéfiques dans le secteur municipal; et maintenir un centre de documentation sur les questions d'intérêt municipal.

Organisation

Personnel

En 1992, l'association compte 17 employés. Cinq s'occupent d'analyse des politiques et de recherche, et deux du rassemblement et de la distribution d'information.

Structure

L'organe directeur suprême de l'association est l'assemblée annuelle. Le conseil d'administration élu dirige l'association entre les assemblées annuelles et comprend environ soixante-dix représentants municipaux élus et non élus. Il rencontre trimestriellement son comité directeur chargé des affaires de l'association entre les réunions du conseil d'administration.

L'association compte cinq sections qui ont des assemblées annuelles et des comités directeurs élus. Elles s'intéressent aux grandes municipalités urbaines (Large Urban), aux petites municipalités urbaines (Small Urban), aux municipalités rurales (Rural), aux municipalités de comtés et régionales (County and Regional) et aux municipalités du Nord de l'Ontario (Northern Ontario). Le président et trois autres membres font partie du conseil d'administration de l'association.

Financement

Les sources de revenu de l'association comprennent les cotisations des membres, les droits d'inscription aux conférences, une subvention du ministère des Affaires municipales et les droits pratiqués pour les services aux membres.

Recherche

Méthode

La recherche et l'analyse des politiques pour l'association se font surtout par le service des politiques. Le conseil d'administration crée chaque année des comités spéciaux qui ont pour mandat de recommander des positions de principe au conseil et d'examiner les questions d'intérêt municipal. En 1992, il y avait des comités spéciaux sur les politiques budgétaires et du travail, les politiques environnementales, et les politiques en matière de santé et de développement social. En outre, des comités spéciaux sont formés pour exécuter des tâches précises à court terme. En 1992, il y avait des groupes de travail sur la planification, le logement, les conflits d'intérêt et les milieux humides.

Le personnel du service des politiques travaille avec les comités spéciaux et les groupes de travail pour recommander des positions de principe au conseil d'administration de l'association.

En outre, l'association maintient un centre de documentation à jour sur tous les aspects de l'administration municipale en Ontario. La collection de livres, périodiques, communiqués, bulletins, dossiers par sujet, lois provinciales et rapports englobe un éventail de sujets d'actualité, y compris l'administration publique, la gestion des relations publiques, les relations provinciales-municipales, les finances, l'urbanisme et l'aménagement du territoire, le logement, etc. Le centre appuie activement la fonction de l'association qui consiste à rassembler de l'information vitale et à la distribuer à ses membres.

Domaines

Des travaux de recherche et d'analyse des politiques se font dans les grands domaines suivants : logement, aménagement du territoire, gestion des déchets, politiques environnementales, relations de travail, finances et services sociaux et de santé.

Publications

- ◆ Revue bimensuelle, *Muniscope*, qui fait état des activités et des travaux d'élaboration de politiques de l'association.
- ◆ Rapports de politiques. Cette série contient les politiques sur certaines questions que l'association a appuyées.
- ◆ Positions de principe. Il s'agit de résumés des rapports de politique de l'association. Dans certains cas, elles représentent l'ensemble de la position de l'association sur une question.
- ◆ Bulletins, communiqués, etc. Bulletins d'information qui servent à renseigner les membres sur les travaux et activités de l'association.
- ◆ Catalogue de publications. Une liste des rapports de politique de l'association qu'il est possible d'acheter.



ICURR Intergovernmental Committee on Urban
and Regional Research
Comité intergouvernemental de recherches
urbaines et régionales **CIRUR**

UNION OF BRITISH COLUMBIA MUNICIPALITIES

10551, chemin Shellbridge, n° 15
Richmond (C.-B.)
V6X 2W9
Téléphone : (604) 270-8226
Télécopieur : (604) 660-2271

Spécialité

Mandat

La Union of B.C. Municipalities (UBCM) représente les intérêts des administrations locales en Colombie-Britannique depuis 1904. Le mandat de l'UBCM est de représenter les intérêts communs de toutes les municipalités et de tous les districts régionaux de la C.-B.

Activités

Les activités de l'UBCM se divisent en trois principales catégories :

1. représenter les préoccupations et les intérêts communs des administrations locales auprès des gouvernements de niveau supérieur;
2. offrir de l'information et de l'aide aux décideurs des administrations locales;
3. assurer aux membres des services qu'il est plus avantageux d'offrir sur une base coopérative.

Organisation

Personnel

La direction globale de l'UBCM est assurée par un comité directeur de seize représentants élus locaux qui sont élus et nommés chaque année au congrès annuel. Huit employés permanents et deux employés contractuels s'occupent des activités journalières de l'organisation.

Structure

Les délégués des municipalités et districts régionaux membres déterminent l'orientation générale de l'UBCM. Un comité directeur comprenant des représentants de cinq associations désignées selon la zone géographique est chargé de mettre en oeuvre cette orientation. Chaque année, les membres se réunissent au cours de leur congrès pour établir les priorités et l'orientation de l'UBCM.

Financement

L'UBCM est un organisme sans but lucratif dont la plus grande partie du financement est assurée par les cotisations de ses membres. L'adhésion n'est pas obligatoire mais les 179 municipalités et districts régionaux sont tous membres de l'association.

Une partie moins importante du financement est assurée par les services aux membres et les ventes de publications.

Recherche

Méthode

Le personnel entreprend des recherches, selon les directives des membres, pour les aider à représenter efficacement leurs préoccupations sur une question de politique particulière auprès des niveaux de gouvernement supérieurs. Ce genre de recherche se traduit habituellement par un document de travail ou une requête pour le compte des membres. L'UBCM peut aussi entreprendre des recherches sur des questions d'un intérêt particulier pour les administrations locales, comme des enquêtes annuelles sur les questions financières touchant les gouvernements locaux.

Domaines

Les projets de recherche entrepris dépendent des questions de politique et des préoccupations des gouvernements locaux.

Programmes

Par l'intermédiaire de ses services aux membres, UBCM offre aux administrations locales un certain nombre de services et de programmes qu'il est plus économique d'assurer collectivement. Ils comprennent un programme d'avantages sociaux collectifs pour les fonctionnaires municipaux, des programmes d'achat collectif et l'immatriculation de véhicules utilitaires. L'UBCM offre aussi aux représentants élus locaux des programmes de formation pour ceux qui viennent d'être élus, des cours de recyclage et des séminaires sur des questions particulières.

Publications

L'UBCM publie plusieurs documents, y compris un bulletin trimestriel, des circulaires aux membres sur des questions de politique et événements d'actualité, des rapports annuels, les procès-verbaux du congrès annuel, le *Law Notebook* (cas intéressant les administrations locales), des enquêtes annuelles, le *Net-work-book* et d'autres publications sur les rouages de l'administration locale.

UNION DES MUNICIPALITÉS DU QUÉBEC

Département de la Recherche
680, rue Sherbrooke ouest, suite 680
Montréal (Québec)
H3A 2S6
Téléphone : (514) 282-7700
Télécopieur : (514) 282-7711

Spécialité

Mandat

L'Union des municipalités du Québec est un organisme de regroupement et de représentation des municipalités du Québec.

Activités

Son activité principale consiste à faire valoir le point de vue municipal auprès du gouvernement, de ses mandataires et des groupes d'intérêt de la société québécoise. Pour mener à bien ce mandat, l'UMQ élabore un certain nombre d'énoncés de politiques à partir des travaux de son secrétariat, mais principalement de sa direction de la recherche et du développement.

L'activité de recherche de l'UMQ se limite à l'élaboration de politiques et de propositions qu'elle présente au gouvernement du Québec et ce dans tout domaine d'intérêt municipal. Dans le cadre de cette activité, l'UMQ publie parfois des rapports de recherche, des comptes rendus ou actes de colloques qu'elle organise, etc., bien que cela ne constitue pas l'objet premier de son mandat.

Dans le cadre de l'activité d'élaboration de politiques, la direction de la recherche et du développement maintient des rapports étroits avec les milieux professionnel (experts-conseils) et municipal, où sont concentrées l'expertise et la connaissance des enjeux qui confrontent le milieu municipal québécois.

Organisation

Personnel

En 1992, l'UMQ disposait d'un personnel permanent de vingt-cinq personnes, dont onze oeuvrent à la direction de la recherche et du développement. De ce dernier nombre, neuf personnes sont des conseillers et deux personnes sont des secrétaires/documentalistes.

Structure

La structure de l'UMQ est celle de tout organisme du même genre : un conseil d'administration où siègent des maires de toutes les régions du Québec, un exécutif (un président et trois vice-présidents) composé de membres choisis à partir du conseil d'administration, et un secrétariat administratif décrit dans la section précédente. L'UMQ, dont l'administration centrale est à Montréal, dispose d'un bureau à Québec.

Financement

L'UMQ est financée par les cotisations des municipalités qui en sont membres, ainsi que par ses activités propres (services rendus aux membres, etc.).

UNION OF NOVA SCOTIA MUNICIPALITIES

1657, rue Barrington, n° 134
Halifax (Nouvelle-Écosse)
B3J 2A1
Téléphone : (902) 423-8331
Télécopieur : (902) 425-5592

Spécialité

Mandat

La Union of Nova Scotia Municipalities (UNSM) est un organisme sans but lucratif qui représente les intérêts des administrations locales en Nouvelle-Écosse. L'Union sert de porte-parole de ses membres sur les questions municipales.

Activités

L'UNSM fait ou commande des recherches qui aideront à améliorer l'administration locale dans la province et encourageront l'accroissement de l'efficacité de ce niveau de gouvernement.

Organisation

Personnel

Trois employés à plein temps, un conseiller juridique et un conseiller financier.

Structure

Le bureau de l'UNSM compte quatre membres (le président, le vice-président principal, le secrétaire et trésorier et le président sortant). En outre, le comité directeur de onze membres, élu aux réunions régionales, dirige les affaires de l'Union entre les congrès annuels.

Financement

L'UNSM a deux principales sources de revenu : les cotisations des membres et une subvention de fonctionnement inconditionnelle de la province de la Nouvelle-Écosse.

Recherche

Méthode

L'UNSM travaille en collaboration avec divers ministères, la Fédération canadienne des municipalités, l'Association of Municipal Administrators (Nouvelle-Écosse) et le Comité de formation et de développement municipaux des Maritimes pour entreprendre à la commission un large éventail d'activités de recherche.

Domaines

Les projets de recherche diffèrent considérablement d'une année à l'autre, selon les besoins particuliers. Voici quelques projets en cours actuellement :

- ◆ réforme des structures municipales;
- ◆ relations interraciales;

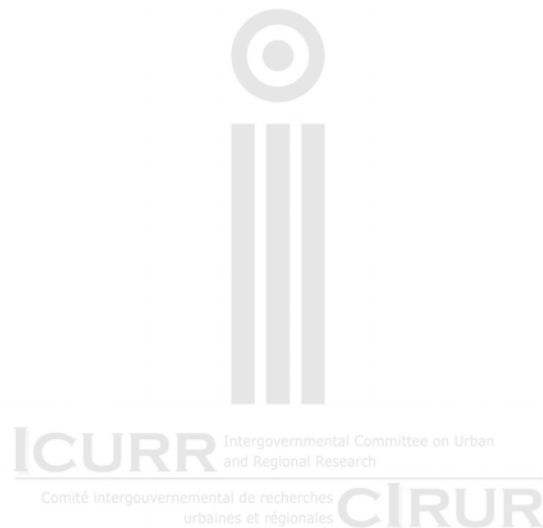
- ◆ application de programmes de services communautaires;
- ◆ besoins municipaux d'assurance.

Programmes

L'UNSM tient chaque année un congrès, convoque des réunions spéciales des maires et préfets et a des représentants sur plusieurs comités conjoints provinciaux-municipaux.

Publications

L'UNSM publie un bulletin mensuel. Sa principale publication en 1992 est le *Task Force Report on Local Government*, rapport qui a été présenté au gouvernement de la Nouvelle-Écosse et à l'UNSM.



FÉDÉRATION CANADIENNE DES MUNICIPALITÉS (FCM)

24, rue Clarence
Ottawa (Ontario)
K1N 5P3

Téléphone : (613) 237-5221
Télécopieur : (613) 237-2965

Spécialité

Mandat

La FCM est la voix nationale de l'administration municipale au Canada. Fondée en 1937, la FCM représente les municipalités de toutes les tailles et de toutes les régions du pays. Comme ses membres comprennent près de 600 municipalités et toutes des principales associations municipales provinciales et territoriales, la FCM constitue un forum national pour l'échange d'avis et d'expériences entre chefs municipaux. Elle fait connaître aux ministres fédéraux, aux députés et aux fonctionnaires le point de vue municipal sur les politiques nationales. Grâce à ses publications, réunions et conférences, la FCM tient les municipalités qui en sont membres au fait des questions d'actualité auxquelles les administrations locales font face.

Activités

Le but fondamental de la Fédération canadienne des municipalités est de chercher à faire valoir les intérêts nationaux communs de toutes les municipalités canadiennes, notamment dans la mesure où ils influent sur les mesures prises par le gouvernement du Canada ou par les provinces et territoires, ou sont touchés par ces mesures, en agissant au niveau interprovincial. La FCM fait de la recherche, élabore des politiques et, au moyen de mécanismes appropriés, agit sur des questions intéressant les municipalités à l'échelle nationale. Ainsi, la FCM sert de lien central entre les municipalités canadiennes et les associations municipales, cherchant à atteindre leurs buts communs sur la scène intergouvernementale tout en recherchant l'excellence dans l'administration municipale au moyen de l'établissement de relations de travail valables entre fonctionnaires municipaux de toutes les régions du pays.

ICURR Intergovernmental Committee on Urban
and Regional Research

Comité intergouvernemental de recherches
sur l'urbanisme et le développement régional

Organisation

Structure

Le Conseil national d'administration de la FCM, qui compte soixante-cinq représentants municipaux élus, détermine les priorités en matière de politiques et de programmes. Des comités permanents et groupes d'étude examinent des politiques dans les domaines suivants, entre autres : Questions environnementales, Habitation, Patrimoine, arts et culture, Sécurité et prévention de la criminalité en milieu urbain, Finances municipales, Transports nationaux, Aide internationale et commerce international, Relations interraciales et autres questions d'actualité urgentes.

Recherche

Méthode

La collaboration, le déploiement commun d'efforts et le partage des ressources entre municipalités sont les meilleurs moyens de faire de la recherche et de mettre au point des nouvelles méthodes et techniques administratives touchant tous les aspects de l'activité municipale. La FCM s'efforce de

promouvoir le partage des compétences et la mise au point de nouvelles techniques susceptibles d'améliorer l'efficacité des activités dans toutes les sphères d'intérêt municipal. La FCM s'occupe la première des questions, possibilités et intérêts municipaux les plus récents à l'échelle nationale.

Domaines

Comme la FCM reconnaît que la santé sociale et culturelle des municipalités est directement liée à leur bien-être économique, elle s'efforce d'aider les administrations locales à favoriser la croissance économique dans leurs collectivités. Elle y parvient en élaborant et en mettant en oeuvre divers programmes et projets visant à introduire de nouvelles méthodes que les municipalités peuvent utiliser pour aider les entreprises existantes et en promouvoir de nouvelles.

Programmes

Tout en respectant la position centrale des gouvernements fédéral et provinciaux dans le domaine des relations internationales, la FCM joue un rôle prépondérant dans la représentation des intérêts municipaux canadiens au niveau international en établissant des liens avec les associations municipales d'autres pays et en favorisant les relations entre les municipalités canadiennes et leurs équivalents dans le monde entier. La FCM prend les mesures nécessaires pour que le Canada bénéficie des nouvelles méthodes d'administration municipale mises au point dans d'autres pays et, par ailleurs, qu'il ait l'occasion de partager, avec les autres parties du monde qui pourraient en bénéficier, ce qui est excellent dans l'administration municipale canadienne.



ICURR Intergovernmental Committee on Urban
and Regional Research
Comité intergouvernemental de recherches
urbaines et régionales **CIRUR**



Établissements académiques

ICURR Intergovernmental Committee on Urban
and Regional Research

Comité intergouvernemental de recherches
urbaines et régionales

CIRUR

PROGRAM IN PLANNING

University of Toronto
100, rue St. George
Sidney Smith Hall
Toronto (Ontario)
M5S 1A1
Téléphone : (416) 978-3377
Télécopieur : (416) 978-6729

Spécialité

Mandat

Le Program in Planning comme programme d'études supérieures a été créé en 1954, et depuis 1963, il offre un programme de deux ans menant à la maîtrise en urbanisme. En plus du programme de base obligatoire, les étudiants doivent choisir parmi quatre domaines de spécialisation : planification et aménagement urbains, planification et politique sociales, planification et politique économiques et planification environnementale.

Activités

En plus de remplir les fonctions habituelles d'enseignement liées à un programme menant à un grade, les membres du corps professoral liés au programme participent à un large éventail de travaux de recherche, d'activités professionnelles en planification urbaine et régionale et d'activités de soutien communautaire de divers genres. Dans le cadre de leur programme de base, les étudiants font des travaux sur toute une gamme de problèmes actuels d'urbanisme en Ontario.

Organisation

Personnel

À des fins administratives, le programme fait partie du département de géographie et a son propre directeur de programme. Sept membres du corps professoral contribuent au moins la moitié de leur temps au programme et dix-sept autres y participent dans une moindre mesure. En tout, cela équivaut à un peu plus de huit professeurs à plein temps.

Recherche

Méthode

Les enseignants entreprennent des recherches individuellement dans le cadre de leurs propres activités universitaires ou professionnelles. La plus grande partie de ce travail est financée par des organismes subventionnaires nationaux. Le programme reçoit aussi des fonds des trois niveaux de gouvernement et en obtient en exécutant des contrats avec des organismes privés ou sans but lucratif.

Domaines

Une liste détaillée des domaines de recherche serait très longue et ne serait pas forcément représentative du travail entrepris pendant une année donnée. Les domaines généraux de la recherche sont définis par les quatre domaines de spécialisation du programme : planification et développement urbains, planification et politique sociales, planification et politique économiques et

planification environnementale.

Publications

Les résultats des travaux de recherche des enseignants sont publiés dans un large éventail de revues savantes et professionnelles. En outre, le programme publie une série de documents de travail appelés «Papers on Planning and Design». Cette série a pour but de rapidement faire connaître les travaux récents sur des questions d'intérêt à un nombreux public de professionnels et d'universitaires. Les étudiants, les enseignants, les consultants en recherche, les universitaires, les urbanistes exerçants et toute autre personne désireuse de présenter des textes liés à la planification urbaine et régionale à un public varié sont invités à le faire.



ICURR Intergovernmental Committee on Urban
and Regional Research
Comité intergouvernemental de recherches
urbaines et régionales **CIRUR**

DEPARTMENT OF URBAN AND REGIONAL PLANNING

Technical University of Nova Scotia
C.P. 1000
Halifax (Nouvelle-Écosse)
B3J 2X4
Téléphone : (902) 920-7570
Télécopieur : (902) 423-6672

Spécialité

Mandat

Le Department of Urban and Rural Planning (département de planification urbaine et rurale) a été mis sur pied en 1978 dans le but d'offrir un programme de deux ans menant à un grade supérieur professionnel en urbanisme, qui serait reconnu par l'Institut canadien des urbanistes.

Activités

Programme d'études supérieures, enseignement en urbanisme. Tous les étudiants doivent faire de la recherche pour leur thèse et faire partie d'une équipe de recherche. On fait constamment de la recherche en théorie de l'urbanisme, en conception, en développement communautaire et dans d'autres domaines.

Organisation

Personnel

Universitaire : trois personnes à plein temps, soit deux professeurs et un professeur agrégé ayant des grades supérieurs en urbanisme, en architecture et en génie civil. Soutien : une secrétaire.

Structure

Le département est une des deux composantes de la faculté d'architecture de la Technical University of Nova Scotia.

Financement

Financement direct par l'intermédiaire de l'université pour l'enseignement, la recherche et les fonctions administratives. Le département reçoit actuellement des fonds pour l'activité de recherche et de développement du Soil Science Research Council et de l'Agence canadienne de développement international.

Recherche

Méthode

Recherches individuelles entreprises par les professeurs. Recherches individuelles par les étudiants pour la rédaction de thèses qui seront publiées. Recherches, par des équipes d'étudiants, axées sur les besoins en matière de développement communautaire. Les importants projets de recherche conjoints bénéficient d'un financement externe.

Domaines

Domaines de recherche : théorie de l'urbanisme, processus d'évaluation en planification urbaine;

transports urbains; logement; planification urbaine dans les Maritimes; planification urbaine et environnementale dans les pays en développement; histoire urbaine; conception urbaine; sources et utilisation d'énergie dans le milieu bâti.



ICURR Intergovernmental Committee on Urban
and Regional Research
Comité intergouvernemental de recherches
urbaines et régionales **CIRUR**

FACULTY OF ENVIRONMENTAL STUDIES

York University
355 Lumbers Building, 4700, rue Keele
North York (Ontario)
M3J 1P3
Téléphone : (416) 736-5252
Télécopieur : (416) 736-5679

Spécialité

Mandat

La Faculty of Environmental Studies (faculté de l'étude de l'environnement) de York University s'intéresse à la définition la plus large possible d'«environnement», offrant la possibilité d'étudier les milieux sociaux, organisationnels et bâtis ainsi que les environnements naturels. L'étude de l'environnement n'est pas seulement l'étude de divers environnements; elle est axée sur les préoccupations environnementales.

La faculté est une des premières facultés d'étude de l'environnement créée en Amérique du Nord. Elle a été établie en 1968 pour répondre à la demande de réponses nouvelles et plus appropriées aux questions et problèmes environnementaux. Jusqu'en 1990, la faculté n'acceptait que des étudiants en maîtrise. Elle offre le plus important programme de son genre au Canada et compte maintenant plus de 1 500 diplômés de deuxième cycle.

Activités

La faculté offre des programmes menant aux grades de bachelier en étude de l'environnement (BES), de maîtrise en étude de l'environnement (MES) et de doctorat en étude de l'environnement (PhD).

Recherche

Méthode

Les méthodes et perspectives qui sous-tendent le programme d'études menant aux grades de MES et de PhD découlent de la définition générale de l'environnement sur laquelle la faculté se fonde, et qui englobe les milieux bâtis, organisationnels et sociaux ainsi que les environnements naturels.

Domaines

Les intérêts différents des membres du corps professoral au niveau de l'enseignement et de la recherche ainsi que les antécédents variés des étudiants reflètent la méthode interdisciplinaire de la faculté. Ces différents domaines comprennent : la planification urbaine; la planification environnementale; la politique sociale; le changement organisationnel; le développement international; la communication et la défense des droits; le développement durable; la qualité de la vie au travail; les aspects politiques de l'environnement; l'énergie et l'environnement; les études du Nord; l'environnement et le comportement.

Programmes

Chaque année, un certain nombre d'étudiants de deuxième cycle sont parrainés pour mener à bien des activités de recherche et des projets. Par exemple, certains étudiants ont participé au programme de partenariat de l'Institut asiatique de technologie, au projet University Consortium on the Environment: Indonesia and Canada, et au University of Nairobi-York University Development Planning Human Resources Development Project.

DEPARTMENT OF CITY PLANNING

University of Manitoba
Pièce 201, Russell Building
Winnipeg (Manitoba)
R3T 2N2
Téléphone : (204) 474-6578
Télécopieur : (204) 275-7198

Spécialité

Mandat

Le Department of City Planning (département d'urbanisme) est un département de la faculté d'architecture qui offre un programme d'études en planification urbaine menant à la maîtrise. C'est le plus ancien programme continu de son genre dans l'Ouest du Canada, et il est reconnu.

Activités

Environ 80 étudiants sont inscrits au programme. Tous les étudiants doivent rédiger une thèse et accumuler trente crédits au niveau précédant la maîtrise et 45 au niveau de la maîtrise. On a récemment introduit un programme de stages.

Organisation

Personnel

Le département a un effectif permanent de cinq personnes et emploie jusqu'à cinq professeurs de plus par session pour enseigner des parties particulières du programme. En outre, il collabore avec le personnel d'autres universités et avec des professionnels du domaine relativement à la réalisation des projets de recherche et des ateliers externes.

Financement

Le programme universitaire est financé par l'University of Manitoba et la Commission des subventions aux universités. Plusieurs organismes de parrainage différents financent les recherches.

Recherche

Méthode

Des équipes d'étudiants entreprennent des recherches pour les clients dans le cadre d'ateliers externes. Des organismes comme la SCHL ont aussi accordé des subventions pour des recherches sous contrat. Des membres du département participent aussi à un projet de l'ACDI lié à la gestion des catastrophes au Brésil (projet de 1,2 million de dollars), à une initiative du Plan vert fédéral (Study of Lake Winnipeg Drainage Ecosystem) et à des recherches sur l'habitation financées par divers organismes.

Domaines

Les domaines d'intérêt précis comprennent le logement sans but lucratif, l'abordabilité du logement, le logement des aînés, la revitalisation urbaine, l'aménagement régional, la planification du patrimoine, la planification de la gestion des catastrophes et le développement économique communautaire.

ÉCOLE D'URBANISME

Université McGill
3480, rue University
Montréal (Québec)
H3A 2A7
Téléphone : (514) 398-4075
Télécopieur : (514) 398-8376

Spécialité

Mandat

Former des urbanistes praticiens exceptionnels et promouvoir la recherche urbaine.

Activités

Enseignement et recherche. Environ 18 étudiants sont admis chaque année à un programme de deux ans menant à une maîtrise.

Organisation

Personnel

Quatre professeurs à plein temps, deux à temps partiel et plusieurs professeurs auxiliaires et invités.

Structure

L'école est une entité autonome faisant partie de la Faculté de Génie. Elle fait partie du Groupe interuniversitaire de Montréal, Villes et développement, désigné Centre d'excellence par l'ACDI.

Recherche

Méthode

Tous les membres du corps professoral entreprennent des recherches en fonction de leurs intérêts et de leur spécialité. La recherche par les étudiants peut se faire à l'intérieur d'une équipe dirigée par un professeur ou peut prendre la forme de travail individuel supervisé par un professeur.

Domaines

Conception urbaine, logement, problèmes environnementaux urbains, applications informatiques en urbanisme, droit de l'utilisation des sols, zonage agricole, transports urbains, méthodes et procédés de planification et planification au tiers-monde.

Programmes

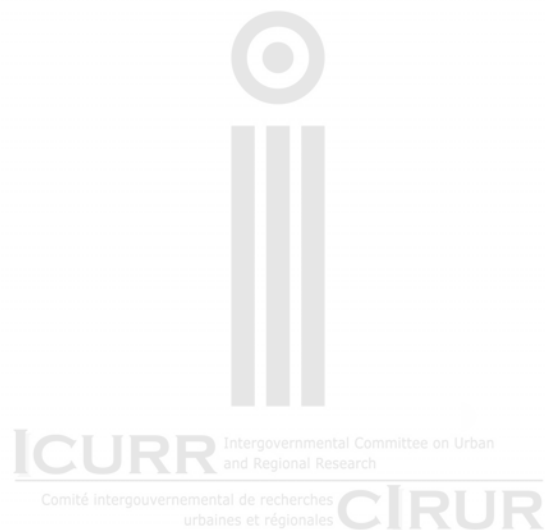
Les programmes de recherche changent d'une année à l'autre. Les recherches actuelles (en 1992) comprennent :

1. l'histoire de l'urbanisme à Montréal;
2. trois études en Trinité sur la restructuration urbaine et la réutilisation du bord de l'eau à Port of Spain, l'environnement, les attitudes et le développement communautaire dans les établissements de squatters et rapport entre le régime foncier et le logement pour les personnes à faible revenu;

3. une étude des problèmes de transport à Mexico;
4. conséquences, pour le transport, de l'évolution des déplacements entre le domicile et le lieu de travail dans les zones urbaines du Canada.

Publications

Les résultats des recherches sont diffusés au moyen de l'éventail habituel de revues savantes, de conférences et de rapports de recherche aux organismes de financement. Les rapports des projets de recherche dirigés des étudiants sont déposés dans la bibliothèque Blackader-Lauterman de l'Université McGill.



SCHOOL OF URBAN AND REGIONAL PLANNING

Queen's University
Kingston (Ontario)
K7L 3N6
Téléphone : (613) 545-2188
Télécopieur : (613) 545-6300

Spécialité

Mandat

La School of Urban and Regional Planning (école de planification urbaine et régionale) fait partie de Queen's University, située à Kingston, en Ontario. Il s'agit d'un établissement d'enseignement qui offre des programmes d'études supérieures en planification urbaine et régionale et qui fait des recherches dans ces domaines. L'école offre un programme menant à une maîtrise en urbanisme et prépare les étudiants à des carrières professionnelles dans divers domaines de la planification urbaine, comme l'utilisation des sols, le logement, les services environnementaux et les services sociaux. La mise au point de connaissances au moyen de la recherche est une mission tout aussi importante de l'école, tout comme ses efforts pour améliorer la santé et le bien-être de la collectivité.

Activités

L'école mène à bien tout un éventail d'activités pour remplir sa mission. Elle offre des cours et des occasions de recherche et de pratique professionnelle aux étudiants de deuxième cycle. Ses professeurs et ses étudiants font des recherches, sous contrat et de leur propre initiative. Dans le cadre de sa mission qui consiste à relier les connaissances à la politique gouvernementale, l'école participe aussi à la vie communautaire en offrant des conseils professionnels aux groupes communautaires et aux organismes publics.

Organisation

Personnel

L'école a six professeurs et entre quarante et quarante-cinq étudiants par an, auxquels s'ajoute un personnel administratif/de secrétariat composé de trois personnes.

Structure

L'école est une entité autonome au sein de l'université. Elle fait partie d'un groupe d'écoles et d'instituts de recherche de l'université qui se spécialise dans l'éducation sur la politique gouvernementale et la recherche dans ce domaine. L'école relève du doyen des études supérieures et est liée à d'autres départements apparentés de l'université.

Financement

La principale source de fonds est une affectation du budget de l'université. Certains fonds proviennent de subventions de recherche et de contrats.

Recherche

Méthode

Les traditions universitaires et les intérêts professionnels orientent la recherche effectuée dans

l'école. On met surtout l'accent sur la pertinence et l'applicabilité de la recherche aux affaires publiques. Ce sont principalement les individus qui entreprennent des recherches de leur propre initiative pour faire progresser les connaissances et la compréhension. Dans une certaine mesure, les recherches sous contrat découlent aussi des initiatives individuelles des enseignants et des étudiants. La recherche est surtout axée sur les problèmes canadiens, mais on accorde aussi une attention considérable aux questions de développement international et aux études comparatives.

Domaines

L'école se spécialise dans trois domaines, soit l'aménagement du territoire, le logement et les services environnementaux et sociaux. La plupart des recherches peuvent être classées dans une ou l'autre de ces catégories. Plusieurs livres et monographies, articles et rapports ont été publiés par les professeurs et étudiants de l'école. Voici les plus récents domaines touchés par leur recherche :

- ◆ l'institutionnalisation de l'urbanisme au Canada
- ◆ la structure urbaine
- ◆ la politique et les marchés du logement
- ◆ les petites villes et les villages au Canada
- ◆ le logement pour les aînés
- ◆ le régime foncier et les prix des terrains
- ◆ l'éthique de l'environnement
- ◆ la prestation de services sociaux
- ◆ la dynamique interne des villes du tiers-monde
- ◆ la planification urbaine comparative

Programmes

Quatre genres distincts d'activités de recherche se déroulent dans l'école.

1. Recherche universitaire entreprise par les membres du corps professoral. Il s'agit de recherche d'initiative personnelle sur des questions théoriques et empiriques qui intéressent la personne qui les entreprend. Un certain nombre de projets de recherche ont bénéficié de subventions dans le cadre de concours du CRSH, de la SCHL et de Queen's University.
2. Recherche sous contrat. Ces dernières années, des professeurs ont fait de la recherche sous contrat pour la SCHL, le ministère du Logement de l'Ontario, la Direction de multiculturalisme du Secrétariat d'État du Canada et l'ACDI.
3. Recherche appliquée. Des professeurs et étudiants ont fait des recherches et mené à bien des projets de conception pour des organismes sociaux, des groupes communautaires et des institutions d'aide publique. Cette recherche prend habituellement la forme d'exercices en classe pour les étudiants de deuxième cycle, sous la supervision d'un professeur. L'école a entrepris des projets de ce genre pour la Municipalité régionale d'Ottawa-Carleton, la Ville de Kingston, le ministère du Logement provincial et, de temps à autre, certains groupes de citoyens.
4. Recherche effectuée par les étudiants pour satisfaire aux exigences de leur programme d'études menant à une maîtrise. Cela représente une part très importante des recherches effectuées. Jusqu'à présent, environ 260 rapports et thèses de maîtrise ont été achevés sur un large éventail de sujets.

SCHOOL OF URBAN AND REGIONAL PLANNING

Faculty of Environmental Studies
University of Waterloo
Waterloo (Ontario)
N2L 3G1
Téléphone : (519) 885-1211
Télécopieur : (519) 725-2827

Spécialité

Mandat

L'école a été créée en 1969 pour donner un enseignement et une formation en urbanisme et en aménagement régional. Le programme est surtout axé sur l'environnement, tant bâti que naturel. Dans le cadre du processus d'éducation, nous tentons de définir le rôle de l'urbaniste professionnel et les divers mandats qu'on peut lui confier au sein de la société ainsi que de traiter des sujets traditionnels de procédure et de fonds d'un programme d'études en urbanisme, y compris le processus, la méthodologie et la philosophie de la planification urbaine.

L'école appuie fermement le concept de l'apprentissage expérimental et se fonde sur la pratique comme moyen de combler l'écart entre la théorie et la pratique. Environ la moitié de nos 300 étudiants de premier cycle sont inscrits au programme d'enseignement coopératif dans le cadre duquel des stages d'étude de quatre mois alternent avec des stages de travail rémunéré. Nos cinquante étudiants de deuxième cycle s'efforcent d'obtenir de l'expérience en travaillant l'été dans les services d'urbanisme ou à titre de chercheurs liés à des projets de recherche entrepris par les professeurs. Nos trente-deux étudiants au niveau du doctorat entreprennent habituellement leur troisième cycle avec une expérience de travail professionnel considérable.

Les programmes d'étude mènent au baccalauréat, à la maîtrise et au doctorat. Il y a 1 400 diplômés en urbanisme de l'université qui exercent leur métier dans toutes les régions du Canada, aux États-Unis et à l'étranger. Les trois programmes menant à un diplôme en urbanisme sont reconnus par l'Institut canadien des urbanistes et l'Institut des planificateurs professionnels de l'Ontario.

Activités

L'école met en oeuvre le Planner-In-Residence Program destiné à amener des professionnels d'expérience dans l'école pour un trimestre afin qu'ils communiquent et échangent avec les étudiants et les professeurs en atelier, dans l'amphithéâtre, pendant des séances de travaux pratiques et au cours d'excursions scolaires.

Organisation

Personnel

L'école a dix-neuf professeurs à plein temps et environ une demi-douzaine de professeurs auxiliaires en tout temps. Les professeurs auxiliaires sont des praticiens qui sont invités à venir enseigner, pendant au moins un trimestre, des cours individuels liés à leurs connaissances spécialisées.

Structure

L'école fait partie d'une faculté d'étude de l'environnement qui comprend une école d'architecture et les départements de géographie et d'études environnementales et des ressources. La proximité de ces programmes donne aux membres de l'école d'excellentes occasions d'enseigner, d'apprendre et

de faire des recherches collectives dans un esprit de collaboration.

Recherche

Bien que le principal rôle de l'école soit de préparer les étudiants en urbanisme à la pratique de leur profession, la recherche appliquée demeure une activité auxiliaire très importante. Les constatations des recherches sur la planification et l'aménagement dans les milieux bâtis et naturels qui découlent des activités des professeurs et des étudiants sont communiquées en classe et au grand public, enrichissant ainsi l'enseignement et la pratique.

Les orientations récentes de la recherche englobent un large éventail de sujets, reflétant les nombreux intérêts des professeurs. Voici quelques exemples de recherches : planification en vue d'assurer le développement économique durable sur l'île de Bali, le choix de l'emplacement et la gestion des installations municipales de traitement des déchets solides, le contrôle de la croissance urbaine au moyen d'images-satellite, l'évaluation du concept américain de l'urbanisme néo-traditionnel dans le contexte ontarien et l'étude de la notion de l'écologisation et du développement durable dans les villes canadiennes.

Publications

Les recherches des professeurs sont publiées localement dans la série des Working Papers (documents de travail) de l'école et dans deux revues de la faculté, *Alternatives* et *Environments*. En outre, les résultats de leur recherches sont présentés au cours de conférences nationales et internationales et dans les revues professionnelles.

SCHOOL OF COMMUNITY AND REGIONAL PLANNING

University of British Columbia
6333, chemin Memorial
Vancouver (C.-B.)
V6T 1W5

Téléphone : (604) 822-3276

Télécopieur : (604) 822-3787

Spécialité

Mandat

La School of Community and Regional Planning (SCARP) est une école d'études supérieures faisant partie de la faculté des études supérieures à l'University of British Columbia (UBC). L'école offre trois grades : la maîtrise en urbanisme, la maîtrise ès sciences en urbanisme et le doctorat. Elle a été créée en 1952.

SCARP insiste sur une façon intégrée d'aborder la planification de l'aménagement par l'intermédiaire de six secteurs de concentration : planification communautaire et régionale, aménagement matériel urbain, planification de la politique urbaine, planification et aménagement des propriétés immobilières, planification du développement international et planification de l'exploitation écologique des ressources naturelles. Les professeurs et les étudiants participent aussi bien à l'enseignement qu'à la pratique professionnelle et exécutent et publient des recherches. L'école est reconnue par l'Institut canadien des urbanistes et l'American Planning Association (American Institute of Certified Planners).

Activités

SCARP a un important centre de recherche au sein de son organisation, soit le Centre for Human Settlements. L'école est affiliée au Westwater Research Centre et à l'Institute for Asian Research.

Organisation

Personnel

SCARP offre un des plus importants programmes d'urbanisme au Canada. Elle compte quinze professeurs à plein temps, un grand nombre de professeurs à temps partiel, cent étudiants en résidence et un large éventail de cours.

Recherche

Les recherches entreprises sont axées sur le Canada, les États-Unis et l'Asie et portent sur tous les secteurs de concentration offerts par l'école. L'école et le centre offrent tous deux des publications et des conférences ou séminaires réguliers.

CENTRE FOR HUMAN SETTLEMENTS

University of British Columbia
2206 East Mall
Vancouver (C.-B.)
V6Y 1Z3
Téléphone : (604) 822-5254
Télécopieur : (604) 822-6164

Spécialité

Mandat

Le Centre for Human Settlements (CHS) de l'University of British Columbia (UBC) est l'organe pluridisciplinaire de la School of Community and Regional Planning (SCARP) de l'université. Le CHS a été créé lors de la conférence de 1976 des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat) tenue à Vancouver. Le point de mire de la recherche et du développement du CHS est les établissements humains, qui sont tout simplement les endroits où les gens vivent, travaillent et jouissent de la vie.

Activités

À l'heure actuelle, le CHS a cinq domaines de recherche : le logement et le développement communautaire, la planification des mesures d'urgence et la prévention des désastres, le développement durable des établissements humains, les aspects du développement des établissements humains liés au sexe et les activités et liens internationaux. Le CHS a parrainé des séminaires et ateliers nationaux, régionaux et internationaux, publié de nombreuses monographies sur des questions de politiques critiques, offert des programmes de formation professionnelle et participé aux travaux d'un réseau mondial d'instituts de recherche et d'établissements d'enseignement axé sur les établissements humains.

Organisation

Personnel

Le personnel du CHS comprend un directeur, un directeur adjoint et un personnel administratif et de soutien composé de sept personnes. Environ quarante chercheurs associés provenant du milieu universitaire de l'UBC, d'organismes de planification locaux et provinciaux et d'autres établissements universitaires sont liés au CHS à divers titres. Les chercheurs associés comprennent la plupart des professeurs de la SCARP, dont cinq dont les bureaux sont situés au CHS, et douze autres professeurs d'autres départements de l'université. En outre, au moins vingt-quatre diplômés de la SCARP sont affiliés au CHS par l'intermédiaire de projets de recherche précis.

Structure

Les politiques du centre sont régies par un conseil dont les membres sont nommés par le doyen des études supérieures. Le centre est dirigé par le directeur qui rend compte de ses activités au doyen des études supérieures par l'intermédiaire du directeur de la SCARP. Le centre maintient beaucoup de liens avec d'autres établissements universitaires et des organismes locaux, nationaux et internationaux par l'intermédiaire de son réseau d'assistants à la recherche.

Financement

Le financement des activités du CHS est assuré presque entièrement par des projets ou des programmes particuliers.

Recherche

Méthode

La méthode fondamentale de recherche des associés du CHS met l'accent sur le travail en collaboration et fait souvent appel à des praticiens de l'urbanisme ainsi qu'à des professeurs d'autres établissements d'enseignement et à des décideurs. La recherche du CHS est axée sur les politiques et tente habituellement d'aborder les conséquences générales des politiques plutôt que celles qui seraient liées à des localités particulières. Les sujets précis des recherches dépendent des intérêts des chercheurs associés du CHS. Le Centre tente de conserver un équilibre entre les projets de recherche intérieurs et internationaux.

Domaines

Les grands domaines de recherche sur lesquels portent ou ont porté les projets et programmes actuels ou passés comprennent :

- ◆ la politique du logement et le développement communautaire au Canada et à l'étranger;
- ◆ le phénomène des sans-abri au Canada;
- ◆ le développement durable des établissements humains;
- ◆ les collectivités saines;
- ◆ l'urbanisation dans les pays côtiers du Pacifique;
- ◆ les changements économiques et matériels des régions métropolitaines de l'Asie de l'Est et du Sud-Est;
- ◆ les hommes, les femmes et le développement des établissements humains;
- ◆ la planification de mesures d'urgence et la prévention des désastres.

Programmes

À l'heure actuelle, les principaux programmes du Centre sont les suivants :

1. le centre d'excellence en planification internationale des établissements humains (Centre of Excellence in International Human Settlement Planning), programme de cinq ans financé par l'ACDI pour appuyer la recherche et la formation en planification des établissements humains dans le cadre d'un projet de coopération avec cinq établissements partenaires en Asie;
2. le projet de liaison entre l'UBC et le Vietnam (UBC/Vietnam Linkage Project), projet coopératif de cinq ans pour accroître la capacité du National Centre for Social Sciences du Vietnam de contribuer à l'élaboration de politiques et de programmes menant à la restructuration économique du pays;
3. le Disaster Preparedness Resource Centre qui bénéficie du soutien de Protection civile Canada depuis 1989 et dont le but est de rassembler et de diffuser de l'information sur la façon de se préparer à des désastres comme les tremblements de terre, les cyclones, les incendies et d'autres situations d'urgence ainsi que sur la façon d'agir dans ces situations;
4. les programmes professionnels, qui offrent des cours de courte durée aux urbanistes professionnels, aux fonctionnaires municipaux, aux administrateurs et à d'autres personnes qui s'intéressent aux questions d'urbanisme.

Publications

Les publications sont un moyen important de diffuser les résultats des recherches, ateliers et conférences auxquels participent les chercheurs associés du CHS. Le centre publie des

monographies, des documents de travail, des comptes rendus de conférence, des manuels et des bulletins de recherche. On peut obtenir une liste complète des publications disponibles actuellement en communiquant avec le CHS.



CENTRE DE RECHERCHE EN AMÉNAGEMENT ET DÉVELOPPEMENT

Université Laval
Pavillon Félix-Antoine Savard, Local 1636
Ste-Foy (Québec)
G1K 7P4
Téléphone : (418) 656-7558
Télécopieur : (418) 656-2018

Spécialité

Mandat

Le but principal du Centre de recherche en aménagement et développement régional est de fournir un cadre institutionnel où peuvent se dérouler des activités de recherche, de formation avancée et de service à la communauté dans le domaine de l'aménagement et du développement.

Les objectifs principaux du CRAD sont : 1) de promouvoir la recherche interdisciplinaire sur les aspects morphologiques, environnementaux, économiques et sociaux du développement urbain et régional; 2) de fournir une expertise dans le domaine de la planification urbaine et régionale au gouvernement, au secteur privé et aux organismes du milieu; 3) de faciliter la formation avancée en aménagement du territoire et en développement régional; 4) de contribuer au Québec et à l'étranger à la formulation de politiques urbaines et régionales.

Activités

En plus des activités de recherche qui s'y déroulent, le CRAD offre aussi des services aux étudiants de niveau supérieur et à la région de Québec. Un Centre de documentation portant sur la région de Québec est localisé au CRAD. Un laboratoire d'informatique peut être utilisé par les étudiants associés aux recherches du Centre qui, par ailleurs, partage une partie de ses infrastructures avec le programme d'études en aménagement du territoire et développement régional de l'Université Laval.

ICURR Intergovernmental Committee on Urban
and Regional Research
Comité intergouvernemental

Organisation

Personnel

Le Centre regroupe des chercheurs d'Architecture, de Sciences sociales, de Sciences naturelles, de Génie et de Géographie. Au cours des ans, ceux-ci ont développé une expertise dans le domaine des études d'impact, la région de Québec constituant leur principal laboratoire d'application.

Structure

Le CRAD maintient des liens étroits avec les gouvernements au niveau local, provincial et fédéral, ainsi qu'avec les firmes privées qui oeuvrent dans le domaine de l'aménagement du territoire et du développement régional.

Financement

Le Centre est financé par l'Université, ainsi que par des subventions et des contrats de recherche.

Recherche

Méthode

Cinq programmes majeurs de recherche se déroulent présentement au CRAD dans les secteurs suivants : Analyse structurale du cadre bâti, Modélisation régionale d'impacts socio-économiques, Risques technologiques et environnementaux, Analyses d'impacts environnementaux et Analyses de sécurité routière.

Programmes

Voici quelques-uns des projets en cours dans les divers secteurs : pour le secteur Analyse structurale du cadre bâti : 1) Analyse et gestion de l'information spatialisée en morphologie urbaine : applications à la région de Québec (Ritchot, Des Rosiers, Raveneau, Dubé, FCAR-Équipe, 89-92); 2) Mise au point de logiciels d'aménagement urbain (Mercier, Des Rosiers, Mingeron, Ritchot, Villeneuve, Almerco Inc., année à déterminer); dans le secteur Modélisation régionale d'impacts socio-économiques : 1) Un simulateur d'impact économique, social et spatial pour la région de Québec (Fréchette, Villeneuve, Thériault, FCAR, Action Spontanée, 89-92); 2) La conciliation des responsabilités familiales et professionnelles : stratégies d'entreprises, stratégies municipales (Villeneuve, Fréchette, H. Lee-Gosselin, Séguin, FCAR, 92-93); dans le secteur Risques technologiques et environnementaux : 1) Restauration d'une carrière de talc abandonnée (Boivin, 91-93); 2) Restauration progressive et réaménagement des sablières de Lac-Saint-Charles (Boivin, 91-93); dans le secteur Analyse d'impacts environnementaux : 1) Acoustique urbaine et bruit communautaire (Mignerou); dans le secteur Analyses de sécurité routière : Les ensembles résidentiels et la sécurité routière (Piché et al., SCHL, 92-93).

Publications

Le Centre publie une collection de travaux, Les Cahiers du CRAD, et une série de Rapports spéciaux, dont les listes peuvent être obtenues sur demande.

CENTRE FOR URBAN AND COMMUNITY STUDIES

University of Toronto
Toronto (Ontario)
M5S 1A1
Téléphone : (416) 978-2072
Télécopieur : (416) 978-7162

Spécialité

Mandat

Le Centre a été créé en 1964 afin d'offrir un milieu de recherche pluridisciplinaire aux professeurs et étudiants de l'Université de Toronto qui s'intéressent à l'étude des villes. Le mandat du Centre consiste, entre autres, à encourager et à faciliter la recherche pluridisciplinaire; à administrer des subventions et contrats et à fournir de l'espace, des installations et des services pour les projets de recherche; à améliorer les communications entre les chercheurs et la collectivité urbaine de façon générale, au moyen de conférences, de cours, de séminaires, de bulletins et de publications; à servir de centre de diffusion des publications sur les recherches urbaines en cours et achevées; à offrir un soutien et des ressources aux professeurs, aux étudiants de deuxième et de troisième cycles et aux chercheurs invités; à exploiter des services d'information et de référence; et à maintenir des relations avec les organismes externes appropriés.

Le Centre est un institut de recherche; il n'a pas de responsabilité directe en matière d'enseignement ou de grade universitaire. À l'heure actuelle, son directeur est un professeur du département de sciences politiques. Mis à part le directeur, il n'est pas obligatoire que les membres du Centre occupent un poste de professeur; les membres présentent directement au Centre leur demande d'espace et d'installations pour faire leur recherche. En 1991-1992, les disciplines dont les membres faisaient partie comprenaient les sciences politiques, la géographie, la sociologie, l'architecture, l'histoire et l'économique. En outre, un certain nombre de membres associés peuvent être des professeurs de l'University of Toronto ou d'autres établissements universitaires, ou des représentants d'organismes gouvernementaux ou non gouvernementaux qui font de la recherche en urbanisme.

Activités

Plusieurs projets en cours au Centre examinent divers aspects des organisations sociales. Récemment, on a entrepris des projets importants dans des domaines internationaux, comprenant la coordination de plusieurs projets d'envergure. La Fondation Ford parraine une étude de dix-huit mois de la recherche urbaine au tiers-monde. Il s'agit d'un processus de collaboration et de consultation auquel participent des instituts de recherche dans douze sous-régions et qui produira un ensemble important de recherches sur les questions urbaines dont on a traité et/ou sur lesquelles il faudrait se pencher, ainsi qu'un document final qui aidera la Fondation à orienter son travail urbain futur au tiers-monde. Le Centre a dirigé une équipe de collaborateurs qui a produit pour l'ACDI, l'Agence canadienne de développement international, un document de 250 pages définissant une nouvelle façon d'aborder la politique urbaine. Ce document, intitulé *Une problématique urbaine : Le développement urbain et les politiques d'aide dans le monde en développement*, a été présenté à l'ACDI en août 1991.

L'African Research Network for Urban Management (ARNUM) bénéficie aussi d'une aide de la Fondation Ford. Le Centre sert de coordonnateur de ce projet, auquel contribuent six instituts de recherche urbaine en Afrique. Il aide à obtenir des ressources pour la recherche et appuie la mise au point de projets de recherche.

Organisation

Personnel

L'essentiel du soutien est assuré par un petit effectif administratif permanent (deux employés à plein temps et deux à temps partiel). Le directeur et les membres du Centre sont nommés et viennent de divers départements d'enseignement de l'université. Les membres de l'université ou de ses organismes affiliés qui font de la recherche urbaine peuvent devenir membres associés. Les responsables de projets individuels recrutent des assistants à la recherche, au besoin.

Financement

Le Centre relève du doyen des études supérieures dont il reçoit ses fonds budgétaires de base. Des fonds supplémentaires sont obtenus au moyen de subventions et de contrats.

Recherche

Méthode

Les activités de recherche du Centre comprennent des programmes importants, qui sont censés être des domaines de recherche continue dans lesquels travaillent des équipes pluridisciplinaires, ainsi que des projets plus spécialisés et à plus court terme, souvent entrepris par un ou deux chercheurs. Les recherches entreprises peuvent être érudites ou axées sur les politiques et doivent être conformes aux directives de l'université en matière de recherche.

Domaines

La politique, les programmes et les marchés du logement; une comparaison de l'urbanisation et de la gestion urbaine au Canada et dans les pays en développement; les réseaux sociaux et l'analyse structurale; la socio-écologie; les femmes et la population active; les systèmes urbains, la croissance urbaine et l'évolution de la forme métropolitaine au Canada; les sciences régionales et le développement régional. Le Childcare Resource and Research Unit est un programme du Centre.

Publications

Le programme de publications du Centre offre, au prix coûtant, les exposés rédigés par des chercheurs associés et des étudiants diplômés, les comptes rendus de conférences et les exposés de chercheurs invités.

INSTITUTE FOR SOCIAL RESEARCH

York University
4700, rue Keele
North York (Ontario)
M3J 1P3
Téléphone : (416) 736-5061
Télécopieur : (416) 736-5749

Spécialité

Mandat

L'Institute for Social Research (ISR), fondé en 1965, est une unité de recherche organisée pour York University. ISR existe pour promouvoir, entreprendre et évaluer de façon critique la recherche sociale appliquée.

Activités

L'ISR donne des conseils sur la conception des recherches et s'occupe du rassemblement et du traitement des données et de l'analyse statistique pour les chercheurs de l'université et d'autres établissements d'enseignement supérieur, des organismes gouvernementaux, des organismes publics et le secteur privé. L'ISR est l'unité universitaire de recherche au moyen d'enquêtes la plus importante au Canada. Il mène à bien entre vingt et trente projets de recherche par an, allant des petites enquêtes dans une localité aux enquêtes provinciales et nationales. L'ISR s'efforce aussi de promouvoir la recherche entraînant des améliorations des méthodologies d'enquête. En outre, l'ISR offre des conseils sur la conception des recherches et l'analyse statistique, parraine des cours de courte durée et assure au public un accès aux données d'enquête qu'il rassemble, aux fichiers d'autres grandes enquêtes canadiennes et aux données du recensement.

Organisation

Personnel

Environ vingt employés à plein temps travaillent à l'ISR. Des professeurs affiliés à l'institut ont aussi une nomination professorale. L'ISR fait aussi appel à d'autres membres du corps professoral de l'université pour qu'ils servent de collaborateurs et d'experts-conseils pour des projets particuliers. En outre, l'Institut emploie un important effectif d'enquêteurs à temps partiel ayant une formation professionnelle.

Structure

L'ISR est situé sur le campus principal de York University. La gestion globale de l'ISR est assurée par un directeur, deux directeurs-adjoints, le coordonnateur du service de consultation statistique et les directeurs de la recherche au moyen d'enquêtes et des services techniques.

Financement

Le Centre est financé par York University et les droits pratiqués pour la consultation et la recherche sous contrat. Le service de consultation statistique est financé en partie par une subvention du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNG).

Recherche

Méthode

L'ISR aborde la planification, la réalisation et la gestion des recherches d'une façon intégrée. Pour chaque étude d'importance, il met sur pied une équipe de recherche composée de membres dont les compétences conviennent aux besoins des projets particuliers.

Domaines

L'ISR fait des recherches dans un large éventail de domaines des sciences sociales appliquées. Il fait aussi une enquête annuelle auprès des résidents de la Communauté urbaine de Toronto sur diverses questions d'actualité, comme la qualité de vie, l'environnement et les attitudes à l'égard du logement subventionné. Voici quelques exemples de recherches urbaines et régionales entreprises par l'ISR :

- ◆ Enquête sur les préoccupations urbaines
- ◆ Enquête sur le logement social
- ◆ Enquête sur le logement subventionné dans la Communauté urbaine de Toronto
- ◆ Transformations en immeubles résidentiels dans la ville de Toronto
- ◆ Profil du logement locatif en Ontario
- ◆ Comparaison des propriétaires résidents et non résidents de logements en copropriété
- ◆ Modélisation d'indicateurs de la qualité de la vie au Canada

Publications

L'Institut publie deux types de documents, soit des documents de travail et des publications de recherche et de promotion. Les documents de travail sont un moyen de distribuer rapidement les résultats de recherches récentes et d'obtenir des commentaires à leur sujet. Les publications de recherche et de promotion comprennent les rapports sur divers aspects techniques et gestionnels du processus de recherche, les rapports sur diverses questions de méthodes et de fonds destinés aux spécialistes dans le domaine et les rapports d'intérêt général pour les lecteurs non spécialisés.

INSTITUTE OF URBAN AND ENVIRONMENTAL STUDIES

Brock University
St. Catharines (Ontario)
L2R 3A1
Téléphone : (416) 688-5550
Télécopieur : (416) 682-9020

Spécialité

Mandat

L'institut offre un programme distinctif et pluridisciplinaire d'études urbaines et environnementales depuis plus de vingt ans. Un mandat central de l'institut demeure le regroupement des méthodes des disciplines traditionnellement reconnues dans un contexte de résolution appliquée de problèmes.

Activités

L'institut offre un programme interdisciplinaire aux étudiants de premier cycle sur divers aspects des milieux naturels et bâtis, en accordant une attention particulière aux options en matière de politique pour le Canada.

Organisation

Personnel

Les programmes de l'institut sont organisés en collaboration avec de nombreux autres départements de Brock University.

Structure

L'institut offre des programmes de double spécialisation en collaboration avec d'autres départements comme ceux des sciences biologiques, de la chimie, de l'économie, de la géographie, des sciences de la terre, de la politique et de la sociologie. Ainsi, un étudiant peut choisir de se spécialiser à la fois en études urbaines et environnementales et en chimie, alors qu'un autre pourrait choisir une spécialisation combinée dans ce domaine et en sciences politiques. Dans les deux cas, l'étudiant intègre les compétences acquises dans une discipline choisie dans le contexte des études urbaines et environnementales. Le programme mène à un baccalauréat ès arts ou à un baccalauréat ès sciences, selon les cours choisis. Un baccalauréat général exige trois ans d'études, et un baccalauréat spécialisé, quatre. Les personnes qui ont déjà un diplôme dans un autre domaine (ou une expérience professionnelle équivalente) et qui désirent obtenir une certaine expérience concentrée sur des questions urbaines et environnementales d'actualité peuvent s'inscrire à un programme à temps partiel menant à un certificat.

Financement

L'institut est financé comme les autres départements de l'université.

Recherche

Méthode

Avant tout, la recherche entreprise à l'institut doit découler d'une perspective interdisciplinaire explicite et doit avoir pour but ultime d'influer sur la politique environnementale.

Domaines

Les domaines d'étude interdisciplinaire peuvent comprendre les questions d'écologie des paysages, la gestion des ressources et de la faune, l'évaluation des incidences sociales et environnementales, l'écologie humaine et le changement urbain et régional planifié.

Programmes

L'institut offre aux étudiants du programme menant au baccalauréat spécialisé la possibilité de rédiger une thèse pendant leur dernière année d'étude. Les thèses sont reliées et sont disponibles par l'intermédiaire de la bibliothèque de Brock University. Les subventions de recherche accordées à des membres individuels du corps professoral appuient divers projets dans les domaines mentionnés ci-devant.

Voici quelques exemples des sujets de recherches en cours :

- ◆ Le rôle d'un code de déontologie pour le processus de gestion du parc provincial Shorthills;
- ◆ Une approche phénoménologique de la planification urbaine;
- ◆ Écologie des paysages et gestion de parties de forêt dans le parc provincial Shorthills;
- ◆ Application de la théorie des écosystèmes aux systèmes dominés par les humains à diverses échelles, depuis la ville jusqu'à la terre;
- ◆ Façons, liées à la propriété commune, d'aborder la gestion et l'utilisation des corridors de services publics;
- ◆ Régimes fonciers, programmes d'entretien et stratégies de gestion coopérative utilisés par les services publics canadiens;
- ◆ Réseaux de sentiers et couloirs de verdure dans la région du Niagara;
- ◆ Projet de jeu électronique instructif sur l'environnement (Greenquest).

Publications

Publications par les membres individuels du corps professoral, ayant trait aux recherches ci-dessus.

INSTITUTE OF URBAN STUDIES

University of Winnipeg
515, avenue du Portage
Winnipeg (Manitoba)
R3B 2E9
Téléphone : (204) 786-9409
Télécopieur : (204) 786-1824

Spécialité

Mandat

Entreprendre des recherches axées sur les politiques dans le domaine des études urbaines. Servir de centre de ressources pour la collectivité. Offrir des services éducatifs au monde universitaire et à la collectivité en général.

Activités

Recherche, publications, conférences, séminaires, ateliers, extension des services à la communauté, bibliothèque.

Organisation

Personnel

L'institut compte actuellement deux chercheurs à plein temps et un à temps partiel et fait aussi appel à divers chercheurs pour entreprendre des projets particuliers. Pendant l'année scolaire 1992-1993, un membre du département de sciences politiques de l'université fera aussi de la recherche à temps partiel à l'institut.

Structure

L'institut est administré par un directeur (ou directeur intérimaire) avec l'aide d'un agent d'administration.

Financement

L'institut reçoit actuellement un financement de base de la Société canadienne d'hypothèques et de logement et de l'University of Winnipeg.

Recherche

Méthode

L'Institute of Urban Studies est un centre multifonctionnel qui cherche à encourager, faciliter et faire des recherches autonomes pluridisciplinaires dans une gamme restreinte de domaines; à promouvoir et à assurer un enseignement systématique et informel; et à faire des recherches appliquées et liées à sa mission.

Domaines

À l'heure actuelle, les activités de recherche de l'institut comprennent un projet de recherche sur le développement urbain durable; une bibliographie choisie et commentée sur le développement urbain durable; un projet de recherche sur l'évolution des centres-villes canadiens; et de la recherche sur

les rapports entre les sociétés et l'état local à Vancouver et Edmonton (chercheur associé du département de sciences politiques).

Programmes

Les programmes de l'institut comprennent la recherche, les ateliers, les conférences et les séminaires sur le logement, la santé, la planification et le développement des collectivités et des quartiers, la politique urbaine et les administrations municipales, l'évaluation de programme, les questions socio-démographiques et les questions autochtones.

Publications

L'institut publie deux bulletins trimestriels, le *IUS Newsletter* et *Sustainable Cities*, ainsi qu'une revue savante, le *Canadian Journal of Urban Research*, qui paraît deux fois l'an. L'institut publie aussi chaque année environ une douzaine de rapports, de documents hors série et de documents de recherche et de travail sur les questions urbaines et relatives au logement.



ICURR Intergovernmental Committee on Urban
and Regional Research
Comité intergouvernemental de recherches
urbaines et régionales **CIRUR**



Autres Institutions

ICURR Intergovernmental Committee on Urban
and Regional Research
Comité intergouvernemental de recherches
urbaines et régionales **CIRUR**

SOCIAL PLANNING AND RESEARCH COUNCIL OF GREATER HAMILTON (SPRC)

155, rue James, 6^e étage
Hamilton (Ontario)
L8P 3A4
Téléphone : (416) 522-1148
Télécopieur : (416) 522-9124

Spécialité

Mandat

Le SPRC est un organisme autonome du secteur bénévole qui a été créé en 1961 pour favoriser le développement social dans Hamilton-Wentworth au moyen de la planification, de la recherche et du développement communautaire.

Activités

Le SPRC entreprend diverses activités liées au développement social : évaluations des besoins, analyse des politiques sociales, études d'évaluation, planification stratégique, soutien des associations communautaires et action sociale.

Organisation

Personnel

À la fin de 1991, le SPRC avait quatre professionnels à plein temps et trois employés de soutien. En plus du personnel de base, il comptait six employés affectés à des projets. Le nombre de membres du personnel de projet varie au fil du temps.

Structure

Le SPRC est un organisme de charité sans but lucratif autonome qui est dirigé par un conseil d'administration bénévole élu par les membres.

Financement

Le financement de base vient de Centraide de Burlington, de Hamilton-Wentworth, de la municipalité régionale de Hamilton-Wentworth et des recettes produites par l'organisme même.

Recherche

Méthode

Le SPRC applique plusieurs méthodes de recherche, tant quantitatives que qualitatives, selon les exigences du projet particulier. Ces dernières années, le SPRC a tenté d'utiliser des méthodes davantage axées sur le consommateur et la participation.

Domaines

Le SPRC entreprend de la recherche dans tous les domaines de la politique sociale : évaluation, détermination des besoins, impact social, analyse des tendances sociales, analyses des politiques sociales et études de faisabilité. Les recherches portent sur divers secteurs, dont le logement,

l'emploi, le multiculturalisme, les handicaps, l'aide à l'enfance, la pauvreté, etc.

Programmes

Dans le passé, le SPRC a appliqué deux programmes, soit celui de la recherche et de la planification et celui du développement communautaire. En 1992, ces programmes seront fusionnés.

Publications

Le SPRC publie des rapports sur toutes ses activités de recherche. On peut obtenir des listes de ces publications en communiquant avec le bureau du conseil.



SOCIAL PLANNING AND RESEARCH COUNCIL OF BRITISH COLUMBIA (SPARC)

2182, 12^e Avenue ouest, n° 106
Vancouver (C.-B.)
V6K 2N4
Téléphone : (604) 736-8118
Télécopieur : (604) 736-8697

Spécialité

Mandat

Le SPARC est une société sans but lucratif d'habitants de la Colombie-Britannique qui travaillent ensemble afin d'améliorer la qualité de vie dans les collectivités. Il est un organisme de charité enregistré.

Activités

Le SPARC fait de la recherche et de la planification et offre de l'information et de l'éducation au public pour aider les gens à planifier leurs collectivités.

Organisation

Les principales sources de financement comprennent Centraide du Lower Mainland, les cotisations des membres, les dons, les contrats et la recherche pour les consultations.

Recherche

Domaines

Les principaux domaines d'intérêt du Conseil sont la justice sociale, l'égalité et le multiculturalisme.

Programmes

Le SPARC exerce des pressions sur les fonctionnaires et les hommes politiques lorsque l'accès aux programmes de santé et de services sociaux est menacé par des réductions de services ou des hausses des frais. Il aide les collectivités à mettre sur pied des coalitions de citoyens pour régler des problèmes sociaux, économiques ou environnementaux. Il met en oeuvre un programme d'enregistrement des personnes handicapées donnant droit au stationnement dans les zones qui leur sont réservées et fait la promotion de l'éducation publique sur l'accessibilité.

Publications

L'examen annuel que le Conseil fait des tarifs pratiqués dans le cadre des programmes d'assistance sociale, *Regaining Dignity*, aide les groupes à faible revenu et les défenseurs de l'aide sociale à faire campagne pour améliorer la situation des assistés sociaux et des travailleurs pauvres.

LE CONSEIL DE PLANIFICATION SOCIALE D'OTTAWA-CARLETON

256, avenue King Edward
Ottawa (Ontario)
K1N 7M1
Téléphone : (613) 236-3658
Télécopieur : (613) 232-6680

Spécialité

Mandat

Le Conseil de planification sociale d'Ottawa-Carleton est un organisme privé sans but lucratif dirigé par un conseil de trente-trois directeurs bénévoles élus parmi les membres, qui comprennent des personnes et organismes partageant la mission et les valeurs du Conseil. La mission du Conseil est de donner aux résidents d'Ottawa-Carleton des chefs de file bien informés qui pourront les défendre sur les questions influant sur leur bien-être social et économique. Le Conseil a adopté les valeurs suivantes :

- ◆ la recherche de la justice sociale et la réduction de l'inégalité;
- ◆ le volontarisme;
- ◆ la participation active des personnes les plus directement touchées par les questions;
- ◆ le rassemblement des particuliers et de divers groupes de la collectivité;
- ◆ le leadership, le professionnalisme et la qualité de son travail;
- ◆ la collaboration et le partenariat.

Les buts stratégiques du Conseil sont les suivants :

- ◆ déterminer et analyser les besoins sociaux de la collectivité;
- ◆ assurer un leadership en matière de planification et établir des priorités pour répondre aux besoins relevés;
- ◆ surveiller et évaluer les changements des politiques et des ressources;
- ◆ encourager les membres et le grand public à se renseigner sur les questions sociales critiques;
- ◆ encourager et aider les organismes de services sociaux à s'adapter aux changements;
- ◆ promouvoir et défendre activement les droits liés à la politique sociale et économique;
- ◆ influencer les décideurs en les sensibilisant au besoin d'adopter certaines politiques sociales et économiques et à leurs conséquences.

Activités

Le Conseil de planification sociale joue un rôle de coordination dans l'élaboration des services sociaux, fait de la recherche sur des questions concernant les besoins et les services sociaux, informe ses membres et le grand public des questions touchant leur bien-être social et revendique des améliorations de la qualité des services sociaux et des politiques gouvernementales qui contribuent à la qualité de la vie dans nos collectivités.

Organisation

Personnel

À la fin de 1991, le Conseil avait un effectif de vingt-deux employés permanents et contractuels comprenant du personnel de programme et de projet et du personnel de soutien.

Structure

En plus du Conseil d'administration et du Comité directeur, il y a six comités permanents du Conseil, comprenant le Comité des finances et le Comité des relations et des communications avec les membres. En outre, il y a plus de 200 bénévoles réunis en forums et en groupes de travail qui dirigent le travail du Conseil dans les domaines de la recherche, de la défense des droits, de la planification communautaire et de l'éducation publique.

Les forums sont des groupes de bénévoles qui s'intéressent à un même domaine. Par exemple, il y a le Forum sur les services aux minorités ethniques et visibles, le Forum sur l'hébergement, le Forum sur les besoins spéciaux, le Forum sur le revenu et l'emploi et le Forum sur la surveillance de la réforme de l'aide sociale. Les forums élaborent des projets d'action précis auxquels le Conseil affecte des membres du personnel et des ressources opérationnelles.

Les groupes de travail entreprennent des projets de recherche ou d'action précis d'une durée limitée. Ils sont le principal instrument qu'utilise le Conseil pour atteindre ses buts et objectifs liés à ses principales fonctions.

Le Service central de traduction est une composante du Conseil qui offre, selon une politique de rémunération à l'acte, des services de traduction dans l'une ou l'autre langue officielle aux organismes de services sociaux de la région d'Ottawa-Carleton.

Financement

Le Conseil reçoit la plus grande partie de ses fonds de Centraide d'Ottawa-Carleton et de la Municipalité régionale d'Ottawa-Carleton. Des fonds pour des projets spéciaux sont aussi fournis par la province de l'Ontario (p. ex., le ministère des Services sociaux et communautaires), le gouvernement du Canada (p. ex., Santé et Bien-être social Canada) et des fondations privées.

Recherche Committee on Urban

Comité intergouvernemental de recherches
urbaines et régionales

CIRUR

Méthode

L'agent de recherche principal est globalement responsable de la recherche entreprise par le Conseil et sert de principale personne-ressource technique à cet égard. Il est aussi le principal agent de liaison avec les organismes communautaires qui souhaitent obtenir une aide technique pour des projets de recherche. Les agents de programme du Conseil (Module des programmes) sont aussi affectés aux projets de recherche dans leur domaine de compétence, comme le logement, les besoins spéciaux et la pauvreté des enfants et des familles.

Domaines

Au cours des dernières années, le Conseil a fait une contribution importante au Processus d'examen et d'évaluation cyclique de Centraide d'Ottawa-Carleton dans le domaine de la consultation sur la recherche sociale. Dans ce contexte, il a produit cette année les Rapports sectoriels n^{os} 3 et 4 qui portaient sur les populations marginalisées et l'aide au système de services sociaux dans Ottawa-Carleton. On prépare actuellement un résumé de ces études sectorielles qui permettra à Centraide de déterminer les besoins communautaires prioritaires de la région. Le Conseil participe aussi activement au travail du Groupe de travail sur la planification sectorielle mis sur pied par Centraide pour aider à établir la priorité de ses programmes en fonction des besoins communautaires.

Cette année, en plus des activités à l'appui du Processus d'examen et d'évaluation cyclique, le

Conseil a décidé d'intensifier ses propres activités de recherche par les moyens suivants :

- ◆ concevoir des projets de recherche sur des questions sociales régionales d'importance;
- ◆ organiser des activités conjointes avec d'autres organismes dont les préoccupations ressemblent aux siennes;
- ◆ intégrer davantage les politiques et les activités de recherche du Conseil;
- ◆ mettre sur pied un centre de ressources documentaires et consultatives qui comprendra un large éventail de données sociales sur la région d'Ottawa-Carleton; et
- ◆ mettre les données rassemblées à la disposition du public sous forme de bulletins d'information d'actualité.

À cet égard et pour ces activités, le Conseil, conjointement avec le Conseil canadien de développement social (bureau de Montréal) vient d'obtenir une Subvention nationale au bien-être social de deux ans pour faire des recherches sur la pauvreté et l'intégration sociale des jeunes familles.

Programmes

Un service professionnel de conseils en recherche pour les organismes communautaires de la région sera aussi établi. Il a déjà eu des clients, soit le Ottawa-Carleton Food Bank Coalition Project et le Eastern Ontario Resettlement and Training Institute.

Enfin, un comité des principaux organismes de financement de la région (ministère des Services sociaux et communautaires, MROC et Centraide) a été créé pour examiner la mise sur pied de ce centre de ressources de façon plus détaillée et pour étudier les possibilités d'échange de données et de services que présenterait le projet.

En outre, il y a deux importants projets de recherche en action sociale dans les domaines de 1) l'évaluation du besoin, de la structure et de la faisabilité d'un Centre d'interprétation culturelle communautaire, et 2) de l'évaluation des besoins des employés et des employeurs, suivi de la proposition d'une façon d'aborder le programme d'assistance en milieu de travail qui serait fondée sur un système coordonné.

Publications

Le Conseil tient une liste cumulative à jour de toutes ses publications, comme les études spéciales, les exposés, etc.

EDMONTON SOCIAL PLANNING COUNCIL

9912, 106^e rue, n° 41
Edmonton (Alberta)
T5K 1C5
Téléphone : (403) 423-2031
Télécopieur : (403) 425-6244

Spécialité

Mandat

Entreprendre des recherches sur la nature et l'ampleur des problèmes sociaux dans la collectivité; sensibiliser le public aux questions sociales actuelles, améliorer la compréhension qu'il en a et être une voix autonome dans la collectivité; et encourager le public à participer davantage à l'élaboration des politiques sociales et à la mise en oeuvre des programmes.

Le conseil croit que toutes les personnes doivent avoir les libertés et droits sociaux de vivre et de travailler dans un milieu qui favorise la croissance individuelle, familiale et communautaire sans restreindre les mêmes droits et libertés chez les autres. Il cherche à créer, défendre et appuyer des changements des politiques, attitudes et actions afin d'étendre ces libertés et droits sociaux.

Activités

Le conseil exécute des contrats de recherche pour les organismes et le gouvernement et évalue les programmes et services existants. Ses autres activités comprennent le parrainage et(ou) l'organisation d'ateliers, de congrès et de conférences et la production et la distribution de publications.

Organisation

Personnel

Le 31 mai 1992, le personnel comprenait cinq employés à plein temps, trois contractuels et trois étudiants employés pour l'été.

Structure

Un seul bureau dirigé par un directeur général qui relève d'un conseil d'administration composé de bénévoles.

Financement

Centraide, Ville d'Edmonton, recettes provenant de projets de recherche et de la vente de publications et cotisations de membres.

Recherche

Méthode

Le conseil examine les conditions sociales actuelles en écoutant les gens sur la vie desquels les tendances et questions sociales actuelles ont des incidences. Il favorise la sensibilisation du public et sa compréhension des questions sociales d'actualité, appuie les groupes communautaires désireux de réagir devant certains problèmes et donne une voix aux groupes désavantagés dans la collectivité.

Domaines

Les domaines de recherche et d'intérêt en 1991 comprenaient : la promotion de l'aide sociale, les évaluations et la détermination des besoins de plusieurs organismes, l'immigration, le multiculturalisme et la pauvreté des enfants.

Voici quelques domaines ou projets de recherche en 1992 : un examen des services aux jeunes de 16 à 17 ans pour le gouvernement provincial, la réforme constitutionnelle, un manuel de formation sur le multiculturalisme pour les lieux de travail, une étude des tendances de l'emploi pour Santé et Bien-être social Canada, une étude des habitants des centres-villes et un examen des questions intéressant les aînés.

Publications

First Reading (bulletin publié six fois l'an), *Tracking the Trends* (publié conjointement avec d'autres organismes), *Doing It Right!* (manuel d'évaluation des besoins), *"A Wealth of Voices"* (histoire des premiers 50 ans du Conseil), *Alberta Facts/Edmonton Facts* (feuille de renseignements publiée de temps à autre), *Get on Board* (manuel de mise sur pied d'un conseil) et *Family Budgeting Guide* (manuel de budgétisation).



ICURR Intergovernmental Committee on Urban
and Regional Research
Comité intergouvernemental de recherches
urbaines et régionales **CIRUR**

SOCIAL PLANNING COUNCIL OF KITCHENER-WATERLOO

10, rue Water nord
Kitchener (Ontario)
N2H 5A5
Téléphone : (519) 578-7430
Télécopieur : (519) 578-9185

Spécialité

Mandat

Le Social Planning Council of Kitchener-Waterloo se consacre à l'édification d'une collectivité plus forte grâce à la participation des individus et des groupes aux décisions qui influent sur leur vie. Son programme comprend des activités visant à atteindre ses divers objectifs, y compris la sensibilisation du public aux problèmes et besoins communautaires et la promotion des changements qui amélioreront la qualité de vie des citoyens locaux.

Activités

Depuis 1966, le Social Policy and Planning Program (programme de la politique et de la planification sociales) a servi à déterminer les besoins individuels et collectifs, à communiquer ces besoins aux organismes et au gouvernement et à mettre sur pied des services dans le but de répondre à ces besoins insatisfaits. Le programme a aidé de nombreux organismes sans but lucratif à se mettre en branle : K-W Access Ability, Project Lift, popottes roulantes, Anselma House, Waterloo Region Community Legal Services, Community Information Centre of Waterloo Region, Food Bank of Waterloo Region, the Housing Center of Waterloo Region et Lamp Consultants to Non-Profits.

Pendant l'année écoulée, la recherche et les activités ont été axées sur les enfants de la rue et les jeunes sans abri, l'accès des immigrants et des réfugiés, les questions locales et municipales concernant les centres-villes, le logement abordable et la planification stratégique, économique et environnementale. En outre, le conseil a préparé des réponses aux organismes provinciaux concernant la nouvelle législation sur l'aide sociale, ainsi que le rapport cadre sur le logement.

ICURR Intergovernmental Committee on Urban
and Regional Research
Comité intergouvernemental

Organisation

Personnel

Le programme de la politique et de la planification sociales est dirigé par un directeur à plein temps qui consulte le directeur général, le Social Policy and Planning Committee et le conseil d'administration auxquels il doit aussi rendre des comptes. Le programme partage un personnel de soutien et comptable à temps partiel avec le conseil. De temps à autre, des étudiants de la School of Social Work de Wilfrid Laurier University sont affectés au programme pour participer à la recherche. En outre, du personnel de projet est engagé lorsque les fonds le permettent.

Structure

Le programme de la politique et de la planification sociales est un des programmes qui relèvent de l'organisation mère, c'est-à-dire le Social Planning Council of Kitchener-Waterloo qui est un organisme de charité sans but lucratif enregistré.

Financement

Les trois programmes du conseil sont financés au moyen de différents mécanismes. Le programme de la politique et de la planification sociales est financé en partie par les villes de Kitchener et de Waterloo. Les autres sources de financement sont les dons, les cotisations des membres, les ventes

de publications et les sommes obtenues pour des projets particuliers.

Recherche

Méthode

Le programme de la politique et de la planification sociales donne suite à divers objectifs du conseil, y compris la sensibilisation du public aux problèmes communautaires, l'étude et la détermination des besoins sociaux dans la collectivité, les conseils et l'aide pour la planification et la mise sur pied de nouveaux services, la promotion des changements susceptibles d'améliorer la qualité de vie des citoyens locaux et la participation à la planification, à la coordination et à la mise en oeuvre de mesures conjointes liées à la santé et au bien-être général des citoyens de la collectivité. On encourage les citoyens à participer à tous les niveaux de la prise de décisions touchant les politiques.

Les résultats des recherches sont rendus publics au moyen de rapports, de discours, d'ateliers, de vidéos et de publications.

Domaines

La recherche dépend des demandes précises reçues. Une grande partie de l'activité est permanente et est axée sur le logement abordable, les effets de la croissance sur la collectivité, les besoins et les problèmes des enfants de la rue et les services aux immigrants et aux réfugiés et l'amélioration des politiques et services sociaux.

Publications

Le programme de la politique et de la planification sociales publie un grand nombre de ses rapports qui sont offerts gratuitement ou à un prix minime. Le public peut emprunter les vidéos. Les rapports pour 1992 sont énumérés sur les listes d'information disponibles. En outre, le Community Information Centre of Waterloo Region (un autre programme du Conseil) dispose d'une vaste collection de documents sur le logement, y compris le logement pour les aînés, le logement sans but lucratif et coopératif et un manuel sur le logement (pour consultation seulement). Le conseil communique de l'information à ses membres au moyen d'un bulletin bimestriel, **UPDATE**, et de la radio et de la presse écrite.

Comité intergouvernemental de recherches
urbaines et régionales

CIRUR

INSTITUT CANADIEN D'AMÉNAGEMENT URBAIN (RÉGION DU PACIFIQUE)

717, rue Pender ouest, 3^e étage
Vancouver (C.-B.)
V6C 1G9
Téléphone : (604) 669-9585
Télécopieur : (604) 689-8691

Spécialité

Mandat

La mission de l'Institut est de promouvoir l'utilisation sage et efficace des ressources foncières urbaines afin que les collectivités locales puissent évoluer de façon équilibrée. L'Institut regroupe un échantillon représentatif de membres de chacune des principales sections de l'industrie de l'immobilier et de l'aménagement foncier et d'un large éventail de professions connexes. Ses membres représentent un réservoir sans égal de connaissances approfondies et d'expérience acquises par le travail dans tous les aspects de l'industrie.

Activités

L'Institut a trois fonctions :

1. les relations gouvernementales,
2. le perfectionnement professionnel et l'éducation, et
3. la recherche.

Pour ce qui est des relations gouvernementales, l'Institut mène diverses activités de liaison avec les administrations locales et les gouvernements provincial et fédéral. De façon typique, les comités de liaison analysent divers projets de politiques gouvernementales. Par exemple, le travail d'un comité pourrait être axé sur l'examen d'une initiative de politique du gouvernement à la lumière de l'effet que cette politique pourrait avoir sur les coûts du logement et(ou) sur le développement économique communautaire.

Les séminaires et ateliers de perfectionnement professionnel et d'éducation de l'Institut gardent les professionnels de l'immobilier à jour sur les derniers événements et les tendances dans l'immobilier.

L'Institut fait de la recherche sur les nouvelles tendances clés de l'utilisation des terres. Des études de recherche récentes ont examiné la possibilité de payer pour l'infrastructure, l'abordabilité de l'accèsion à la propriété et la gestion de la croissance régionale. En outre, l'Institut a un centre d'information qui regroupe de plus en plus de documents statistiques et de recherche sur un large éventail de domaines liés à l'utilisation des terres, à l'urbanisme et à l'immobilier.

Organisation

Personnel

Le personnel comprend un directeur général, un directeur de l'éducation et un directeur de la recherche.

Structure

Chaque région du pays a un bureau régional de l'Institut canadien d'aménagement urbain. Le bureau de la région du Pacifique représente la Colombie-Britannique.

Financement

L'Institut est financé par ses membres.

Recherche

Méthode

La Division de la recherche et le centre d'information de l'Institut font tous deux des recherches. C'est le conseil d'administration qui décide des projets de recherche et le personnel et les comités de travail clés qui les mènent à bien. Le centre d'information tient les membres au courant des dernières publications et données sur l'immobilier.

Domaines

Les domaines d'intérêt comprennent :

- ◆ le financement de l'infrastructure publique
- ◆ l'abordabilité du logement
- ◆ la gestion de la croissance régionale
- ◆ l'équilibre entre les emplois et les logements
- ◆ les densités appropriées des collectivités
- ◆ le changement des tendances de l'utilisation des terres urbaines

Programmes

De récents programmes de perfectionnement professionnel et d'éducation ont fait venir en Colombie-Britannique des conférenciers clés de toutes les régions de l'Amérique du Nord :

- ◆ Urbanisme néo-traditionnel
- ◆ Planification des transports pour les villes néo-traditionnelles
- ◆ Député à l'assemblée législative de la Californie, Gestion de la croissance

INSTITUT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE DU CANADA

150, avenue Eglinton est, suite 305
Toronto (Ontario)
M4P 1E8
Téléphone : (416) 932-3666
Télécopieur : (416) 932-3667

Spécialité

Mandat

L'Institut d'administration publique du Canada est une importante organisation canadienne qui a été constituée en 1947 et qui s'occupe de la théorie et de la pratique de l'administration publique. Son intérêt englobe tous les niveaux de gouvernement. L'Association a cinq groupes régionaux actifs dans l'ensemble du pays. L'Institut reconnaît et favorise les deux langues officielles du Canada.

L'Institut est voué à l'excellence de la fonction publique et cherche à réaliser sa vision d'excellence dans la pratique par les moyens suivants :

- ◆ Encourager les normes les plus élevées de pratique professionnelle et de service au public;
- ◆ Accroître la compréhension du secteur public;
- ◆ Défendre les valeurs et les idéaux de la fonction publique;
- ◆ Accroître et échanger les connaissances relatives à l'administration publique;
- ◆ Contribuer au règlement des questions clés dans le domaine de l'administration publique;
- ◆ Promouvoir l'éducation et le perfectionnement professionnel des administrateurs publics.

Activités

- ◆ L'Institut offre, aux niveaux régional et national, des réseaux et forums pour l'échange d'idées et d'information entre personnes qui s'intéressent à l'administration publique.
- ◆ L'Institut offre un large éventail d'activités de perfectionnement professionnel, dont des déjeuners et dîners-rencontres, des séminaires, des conférences et des ateliers, par l'intermédiaire de ses 21 groupes régionaux situés dans toutes les régions du Canada.
- ◆ L'Institut organise un congrès professionnel dans une ville différente chaque année, pendant laquelle les praticiens, les universitaires et d'autres parties discutent des questions et des tendances dans le domaine de l'administration publique.
- ◆ L'Institut accroît les connaissances et la compréhension des questions auxquelles les administrateurs publics font face par les moyens suivants :
 - Séminaires, aux niveaux national et international, sur les problèmes contemporains et nouveaux qui intéressent le secteur public;
 - Groupes d'étude et chercheurs universitaires qui examinent les questions auxquelles les administrateurs publics font face;
 - Études de cas, simulations, monographies et bibliographies qui contribuent à l'éducation des administrateurs publics.
- ◆ L'Institut encourage l'excellence en remettant annuellement la prestigieuse Médaille Vanier pour réussite individuelle, et le Prix IAPC pour gestion innovatrice, pour les réalisations d'une organisation.
- ◆ L'Institut a adopté une déclaration de principes qui donne une orientation sur les questions

d'éthique auxquelles les administrateurs publics font face.

- ◆ L'Institut participe au lancement d'un programme international dans le cadre duquel il joue le rôle d'un «courtier honnête» en jumelant les besoins d'aide technique et gestionnelle des pays en développement avec les compétences des administrateurs publics canadiens.

Organisation

Personnel

Le bureau national de l'Institut est situé à Toronto. Son secrétariat compte neuf employés à plein temps.

Structure

L'organisme directeur de l'Institut est le Comité exécutif national. Ses membres sont élus selon une formule qui assure la représentation régionale et linguistique équilibrée de tous les secteurs de l'administration publique au Canada. Il y a 21 groupes régionaux dans tout le Canada. L'Institut compte plus de 4 000 membres et abonnés.

Financement

Les fonds de l'Institut viennent des cotisations des membres, de subventions des gouvernements fédéral et provincial et des ventes de publications.

Recherche

Méthode

L'Institut fait ses recherches au moyen de groupes d'étude, de chercheurs universitaires et de divers forums internationaux et nationaux.

Domaines

À l'heure actuelle, l'Institut fait de la recherche dans le domaine général de la politique et de la gestion publiques en accordant une attention particulière à la gestion du secteur public. «L'appareil de la gouverne» est le thème que l'Institut a adopté pour sa recherche au cours des dix-huit prochains mois.

Programmes

Les rapports de deux groupes d'étude doivent être publiés cet automne, soit *Transitions : prise de pouvoir* et *Les organismes autonomes au niveau municipal*. On a mis sur pied deux nouveaux groupes d'étude nationaux : *L'évolution de la philosophie et de la nature des contrôles administratifs centraux dans les gouvernements du Canada* et *La prise en considération du développement durable par l'appareil gouvernemental*. L'Institut a aussi chargé des chercheurs universitaires d'examiner des questions liées à l'appareil de la gouverne, notamment Jack Manion dont le sujet sera *Les relations entre les fonctionnaires et les politiciens*, Howard Pawley qui examinera *La réforme dans la responsabilité publique des Sociétés de la Couronne du Manitoba, 1987-1988*, et Jean-Claude Deschênes qui rédigera un exposé cherchant à répondre à la question suivante : *L'administration publique peut-elle être plus que pyramidale?* Le thème du colloque national sera «La décentralisation : un rêve démocratique ou un cauchemar administratif?», alors que le séminaire international aura pour sujet «La gestion d'une économie sans frontières».

Publications

Les nombreuses publications de l'Institut comprennent :

- ◆ *l'Administration publique du Canada* (une revue trimestrielle renommée);
- ◆ *Management et Secteur public* (une revue trimestrielle);
- ◆ des livres, monographies, études de cas et comptes rendus de séminaires et de conférences sur des questions d'actualité en politique et gestion publiques.



ICURR Intergovernmental Committee on Urban
and Regional Research
Comité intergouvernemental de recherches
urbaines et régionales **CIRUR**

INRS-URBANISATION

3465, rue Durocher
Montréal (Québec)
H2X 2C6
Téléphone : (514) 499-4000
Télécopieur : (514) 499-4065

Spécialité

Mandat

L'INRS-Urbanisation, fondé en 1970, est un des sept centres de recherche de l'Institut national de la recherche scientifique, constituante de l'Université du Québec. Le Centre a pour mission de répondre aux besoins du Québec en matière de recherche urbaine et régionale; l'enseignement et la formation universitaire de deuxième et de troisième cycle font également partie de son mandat. Doté d'une solide infrastructure de recherche et de services, il accomplit sa mission dans le cadre d'une programmation redéfinie tous les six ans par son équipe pluridisciplinaire de chercheurs, et ce dans un esprit d'adaptation à l'évolution des besoins des milieux à desservir, et dans le souci de maintenir un équilibre dynamique entre commandites et subventions de type académique. Il entretient des collaborations, échanges et partenariats avec de multiples institutions et organismes publics et privés, et diffuse ses travaux auprès des publics les plus larges possible.

Activités

La recherche urbaine et régionale orientée est la première activité de l'INRS-Urbanisation : recherche subventionnée, définie par les chercheurs, mais aussi recherche financée par des intervenants publics et privés. Ces travaux débouchent souvent sur des tâches de consultation et autres. Les services spécialisés du Centre, informatique et cartographie notamment, fournissent à la recherche un apport qu'illustre au mieux la Banque de données et d'information urbaine.

Au chapitre de la formation, outre l'enseignement dispensé dans d'autres institutions et l'encadrement donné à des chercheurs et stagiaires dans le cadre de ses activités de recherche, le Centre offre deux programmes conjoints d'enseignement supérieur : le doctorat en études urbaines (avec le Département d'études urbaines et touristiques de l'Université du Québec à Montréal [DEUT]), et la maîtrise professionnelle en analyse et gestion urbaines (avec le DEUT et l'École nationale d'administration publique [ENAP]).

Le Centre organise également, depuis 1981, des déjeuners-séminaires mensuels qui sont ouverts au public et à la communauté scientifique, et il prend part à l'organisation et au déroulement des rassemblements scientifiques de divers types. Enfin, il assume ou partage des fonctions d'éditeur (revues, livres, ouvrages collectifs). Le centre de documentation diffuse ces travaux.

Organisation

Personnel

L'équipe régulière de l'INRS-Urbanisation compte une quarantaine de personnes : la directrice, plus de vingt chercheurs seniors, des professionnels et techniciens (informatique, cartographie et documentation), et du personnel administratif de bureau; à cette équipe s'adjoignent des professeurs invités, agents et assistants de recherche, stagiaires et boursiers.

Structure

L'INRS-Urbanisation est l'un des sept centres de recherche de l'Institut national de la recherche

scientifique, constituante du réseau de l'Université du Québec.

Financement

Une partie du financement de l'INRS-Urbanisation est assurée par le ministère québécois de l'Enseignement supérieur et de la Science. Le reste provient des organismes subventionnaires (CRSHC, FCAR, CQRS, ACIDI...) et des contrats de recherche réalisés pour des ministères, agences gouvernementales, sociétés d'État, municipalités et organisations de divers types.

Recherche

Méthode

Les recherches subventionnées et commanditées qui s'inscrivent dans le cadre de la programmation de l'INRS-Urbanisation sont effectuées par des équipes formées de chercheurs permanents, contractuels et en formation (économistes, sociologues, démographes, urbanistes, géographes, politicologues, historiens, notamment). Le Centre se caractérise par son approche multidisciplinaire à l'égard des questions urbaines et régionales; il fait de la recherche fondamentale aussi bien que de la recherche appliquée. Il se montre toujours soucieux de la nécessaire pertinence sociale de ses travaux.

Domaines

I La ville et les transformations de la société urbaine

Ce programme a pour objet les transformations qui traversent la ville et leurs liens avec les pratiques des particuliers, des groupes et des décideurs publics et privés. Ces processus touchent l'habitat, les transports, les équipements collectifs et les activités économiques. Ils ont aussi une dimension culturelle, car les arts, le patrimoine et les lieux culturels font désormais partie des stratégies d'aménagement et de développement. Enfin, ils soulèvent des enjeux politiques : répartition des pouvoirs entre les gouvernements, partage des ressources fiscales, coûts des services, étalement urbain.

II La région et la dynamique des échanges interrégionaux

Ce programme porte sur la ville comme lieu d'échanges et de diffusion des innovations, dans un cadre interrégional et international. Il couvre les échanges de biens et de services, les migrations, les nouvelles technologies et tous les facteurs qui agissent sur les structures économiques et le développement des régions, y compris les politiques gouvernementales et les grands projets d'investissement.

III La population et l'impact des changements socio-démographiques

Ce programme a trait aux transformations démographiques du Québec (immigration internationale, dénatalité, vieillissement, entrée massive des femmes sur le marché de l'emploi, diversification des comportements matrimoniaux et résidentiels) et à leurs répercussions d'ordre socio-économique et spatiale. Ces évolutions sont étudiées dans l'optique du débat constitutionnel, mais aussi dans un contexte de crise budgétaire et de retrait de l'État-providence.

IV Villes et pays en voie de développement

Dans les pays en voie de développement, l'urbanisation accélérée fait surgir des problèmes dans divers domaines : propriété foncière, habitation, investissements publics, administration gouvernementale. Les stratégies urbaines doivent être constamment mises à jour de façon imaginative, et ce dans une optique de croissance économique, mais aussi en fonction de l'environnement naturel et urbain.

C'est dans cette perspective que se situe la participation de l'INRS-Urbanisation au Groupe interuniversitaire de Montréal «Villes et développement» qui est subventionné par l'Agence canadienne de développement international (ACDI). La programmation du Groupe couvre cinq

thèmes : 1) habitat et milieu de vie; 2) gestion urbaine; 3) développement économique urbain; 4) population et mutations sociales; 5) environnement et aménagement.

Publications

Les résultats de recherche sont diffusés sous forme de livres, d'articles de revues scientifiques, d'actes de colloques, et de notes et rapports de recherche publiés dans les collections du Centre («Études et documents» et «Rapports de recherche»), ainsi que dans les «Cahiers» de «Villes et développement» et dans les «Dossiers INRS-Ville de Montréal». Le Centre produit aussi deux revues scientifiques : les *Cahiers québécois de démographie* (pour l'Association des démographes du Québec) et la *Revue canadienne des sciences régionales/Canadian Journal of Regional Science* (pour l'association canadienne des sciences régionales). Il fournit enfin un appui logistique à la *Revue internationale d'action communautaire*, de même qu'à la production des *Notes du Comité de recherche (43) sur le logement et l'environnement bâti*, de l'Association internationale de sociologie.



ICURR Intergovernmental Committee on Urban
and Regional Research
Comité intergouvernemental de recherches
urbaines et régionales **CIRUR**

INSTITUT URBAIN DU CANADA

2^e étage, Tour Ouest
Hôtel de Ville
Toronto (Ontario)
M5H 2N1
Téléphone : (416) 392-0082
Télécopieur : (416) 397-0276

Spécialité

Mandat

L'Institut urbain du Canada est un organisme sans but lucratif qui a été fondé en 1990 par les administrations locales de Toronto afin d'offrir une aide pour la gestion de grandes zones urbaines au Canada et ailleurs.

Activités

Les principales activités de l'Institut sont la formation, l'échange d'information et la recherche appliquée dans le domaine de la gestion des grandes zones urbaines. Jusqu'à présent, environ la moitié du travail de l'Institut a porté sur la région de Toronto. Environ le tiers a été axé sur des endroits à l'extérieur du Canada, surtout en Europe centrale et orientale.

Organisation

Personnel

Au milieu de 1992, l'Institut comptait huit professionnels à plein temps et à temps partiel qui menaient des activités de recherche. La plupart participent aussi à d'autres activités de l'Institut.

Structure

L'Institut est un petit organisme dirigé par un conseil d'administration. Il a un bureau à Toronto et n'a pas de divisions ou de services distincts.

Financement

En 1991, soit la première année complète d'exploitation, les recettes et dépenses brutes totales de l'Institut ont atteint près de un million de dollars. Les municipalités de la ville de Toronto et de la région métropolitaine de Toronto lui ont versé 400 000 \$ en aide générale et des organismes des secteurs public et privé ont contribué un peu plus de 600 000 \$ pour des projets particuliers.

Recherche

Méthode

Pour ses activités de recherche, l'Institut s'efforce de mener à bien des projets qui réunissent des intérêts des secteurs public, privé et universitaire. Beaucoup de travaux ont été axés sur les questions de planification et d'environnement. Voici quelques projets achevés ou en cours qui ont une composante de recherche importante :

- ◆ Un examen des écrits et des documents gouvernementaux sur les stratégies de gestion de la croissance régionale, et l'établissement d'une base de données informatisée de

l'information ainsi recueillie.

- ◆ Un examen des tendances des facteurs économiques et démographiques et des politiques gouvernementales et de leur effet sur les conditions et besoins sociaux de la Communauté urbaine de Toronto.
- ◆ Un rapport sur les indicateurs environnementaux urbains ayant rapport à Toronto et l'élaboration de nouveaux indices environnementaux.
- ◆ Un projet de recherche intitulé «Des villes sans voitures» auquel participent des équipes dans trois régions urbaines du Canada, soit Edmonton, Sherbrooke et Toronto, qui étudient comment leurs collectivités pourraient se préparer à la disparition de la voiture particulière pendant le 21^e siècle.
- ◆ Un programme pour déterminer de quelle façon on pourrait mettre en pratique le concept du refroidissement des immeubles dans le centre-ville de Toronto ou à proximité de ce dernier au moyen de l'eau froide qu'on trouve en permanence au fond du lac Ontario.

Publications

On peut obtenir une liste des publications en communiquant avec la Direction.



ICURR Intergovernmental Committee on Urban
and Regional Research
Comité intergouvernemental de recherches
urbaines et régionales **CIRUR**

INSTITUT CANADIEN DES URBANISTES (ICU)

126, rue York, suite 404
Ottawa (Ontario)
K1N 5T5
Téléphone : (613) 233-2105
Télécopieur : (613) 233-1984

Spécialité

Mandat

L'ICU se consacre à l'amélioration de la planification urbaine partout au Canada depuis 1919.

Activités

En plus d'établir des normes pour l'affiliation et l'éthique professionnelles et de contrôler la qualité de l'enseignement en urbanisme, l'ICU encourage l'excellence de la planification urbaine au moyen de publications, de conférences, de déclarations publiques et de prix nationaux.

Organisation

Structure

Les services sont offerts aux niveaux national et international, ainsi qu'au niveau local par l'intermédiaire des sept associations d'urbanisme affiliées qui représentent chaque région du pays.

Recherche

Méthode

Il faut beaucoup de compétences différentes pour aider les collectivités canadiennes à atteindre une qualité de vie saine et durable dans des milieux naturels et bâtis harmonieux. L'ICU reconnaît que la planification est une discipline complexe et très spécialisée et assure des services qui tiennent compte de cette complexité.

Domaines

La recherche, le lobbying et la prise de décisions sur les questions publiques ont tous pour effet d'appuyer l'établissement de collectivités saines et durables qui servent les intérêts des Canadiens.

Programmes

Des conférences annuelles permettent à des praticiens et spécialistes de toutes les régions du pays d'échanger des connaissances et des expériences. Des répertoires des membres et un index d'experts-conseils gardent les membres informés, tout comme ceux qui les emploient. Les prix pour l'excellence en urbanisme ont non seulement pour effet d'honorer des personnes et des plans exceptionnels, mais aussi d'instruire le public sur l'urbanisme.

Publications

Une revue trimestrielle, *Plan Canada*, donne de l'information et des analyses actuelles sur l'état de la

pratique et de la théorie de l'urbanisme au Canada. On peut obtenir des publications spéciales, comme le rapport de l'Atelier sur le développement viable, en communiquant avec le Bureau national.





Répertoire de toutes les organisations recensées
par l'enquête

ICURR Intergovernmental Committee on Urban
and Regional Research
Comité intergouvernemental de recherches
urbaines et régionales **CIRUR**

Organisme

Téléphone/Télexcopieur

Contacts

AGENCES FÉDÉRALES

Statistics Canada R.H. Coats Building, Tunney's Pasture Ottawa, Ontario K1A 0T6	(613) 990-8116 (613) 951-0581	
Canada Mortgage and Housing Corporation (CMHC) 700 Montreal Road Ottawa, Ontario K1A 0P7	(613) 748-2000 (613) 748-2098	Debra Darke, Director, Research Division
Intergovernmental Committee on Urban and Regional Research (ICURR) 150 Eglinton Avenue East, Suite 301 Toronto, Ontario M4P 1E8	(416) 973-5629 (416) 973-1375	Claude Marchand, Research Coordinator

AGENCES PROVINCIALES

Ontario Ministry of Housing (Strategic Planning and Research Branch) 10th Floor, 777 Bay Street West Toronto, Ontario M5G 2E5	(416) 585-6360 (416) 585-6191	Crom Sparling, Director
Saskatchewan Department of Community Services (Financial Assistance and Policy Services) 2151 Scarth Street Regina, Saskatchewan S4P 3V7	(306) 787-2660 (306) 787-8748	Dave Innes, Deputy Minister
Manitoba Department of Urban Affairs (Urban Development) 302-258 Portage Street Winnipeg, Manitoba R3C 0B6	(204) 945-3618 (204) 945-1249	Claudette Toupin, Manager
Ontario Ministry of Municipal Affairs (Municipal Planning Policy Branch) 17th Floor, 777 Bay Street Toronto, Ontario M5G 2E5	(416) 585-6226 (416) 585-7540	Dana Richardson, Director

<p>Office of the Greater Toronto Area 10 Bay Street, Suite 300 Toronto, Ontario M5J 2R8</p>	<p>(416) 314-6400 (416) 314-5860</p>	<p>Elizabeth McLaren, Assistant Deputy Minister</p>
<p>Québec Ministère des Affaires Municipales Direction de la Recherche et des Politiques 20 avenue Chauveau Québec, Québec G1R 4J3</p>	<p>(418) 691-2039 (418) 646-9266</p>	<p>Robert Courneyer, Directeur</p>
<p>Nova Scotia Department of Housing and Consumer Affairs (Policy, Planning and Development Division) P.O. Box 815 Dartmouth, Nova Scotia B2Y 3Z3</p>	<p>(902) 424-4483 (902) 424-5327</p>	<p>Michelle McKinnon, Public Information Officer</p>
<p>Manitoba Department of Rural Development (Research and Systems Branch) 332 Legislative Building Winnipeg, Manitoba R3C 0V8</p>	<p>(204) 945-3769 (204) 945-5255</p>	<p>Marie Elliott, Director</p>
<p>Alberta Department of Municipal Affairs (Planning Branch) 10155-102 Street Edmonton, Alberta T5J 4L4</p>	<p>(403) 427-2732 (403) 422-9133</p>	<p>Ray Runge, Executive Director</p>
<p>British Columbia Ministry of Municipal Affairs, Recreation and Culture 1312 Blenshard Street, Parliament Buildings Victoria, B.C. V8V 1X4</p>	<p>(604) 387-4089 (604) 356-1070</p>	<p>Public Affairs</p>
<p>Newfoundland Department of Municipal and Provincial Affairs (Urban and Rural Planning Division) Confederation Building, P.O. Box 4750 St. John's, Newfoundland A1C 5T7</p>	<p>(709) 729-3090 (709) 729-2609</p>	<p>S.N. Clinton, Director</p>
<p>Nova Scotia Department of Municipal Affairs (Policy Development and Research Division) P.O. Box 216 Halifax, Nova Scotia B3J 2M4</p>	<p>(902) 424-4141 (902) 424-0531</p>	<p>Cathy McPhee, Research Analyst</p>
<p>New Brunswick Department of Municipalities, Culture and Housing (Corporate Planning Branch) 4th Floor, Carleton Place, King Street Fredericton, New Brunswick E3B 5H1</p>	<p>(506) 453-2171 (506) 457-4991</p>	<p>Public Affairs</p>

ORGANISMES MUNICIPAUX

<p>Municipality of Metropolitan Toronto (Planning Department) Metro Hall, 55 John Street Toronto, Ontario M5H 2N1</p>	<p>(416) 392-8778 (416) 392-3821</p>	<p>George Peter, Director, Special Projects and Programs</p>
<p>City of Winnipeg (Planning Department) 395 Main Street, 3rd Floor Winnipeg, Manitoba R3B 3E1</p>	<p>(204) 986-4183 (204) 942-2008</p>	<p>Gerald H. Couture, Urban Design Planner</p>
<p>City of Edmonton Planning and Development Department 2nd Floor, 10310-102 Avenue Edmonton, Alberta T5J 2X6</p>	<p>(403) 496-6160 (403) 428-4665</p>	<p>Katherine Hui, Librarian</p>
<p>Greater Vancouver Regional District Planning and Development 4330 Kingsway Burnaby, B.C. V5H 4G8</p>	<p>(604) 432-6379 (604) 432-6296</p>	<p>Ken Cameron</p>
<p>Communauté Urbaine de Montréal Bureau de la Planification du Territoire 2580 Blvd St-Joseph, 2^e étage Montréal, Québec H1Y 2A2</p>	<p>(514) 280-6703 (514) 280-6744</p>	<p>M. Gérard Divay, Directeur</p>
<p>Halifax Metropolitan Area Planning Commission Ferry Terminal Building, 2nd Floor, 5077 George Street Halifax, Nova Scotia B3J 1M3</p>	<p>(902) 421-8570 (902) 421-8087</p>	<p>Brian T. Smith, Director of Planning</p>
<p>Regional Municipality of Ottawa-Carleton Planning and Development 111 Lisgar Street Ottawa, Ontario K2P 2L7</p>	<p>(613) 560-2053 (613) 560-6006</p>	<p>Chris Bradshaw, Community Relations Officer</p>
<p>Communauté Urbaine de Québec Service d' Aménagement 399, rue St-Joseph est Québec, Québec G1K 8E2</p>	<p>(418) 529-8771 (418) 529-8327</p>	<p>M. Benoît Jobidon, Communications</p>

<p>City of Toronto Planning and Development Department 19th Floor, East Tower, City Hall Toronto, Ontario M5H 2N1</p>	<p>(416) 392-7185 (416) 392-0797</p>	<p>John Gladki, Director</p>
<p>Ville de Montréal Service de l'habitation et du développement urbain 810 rue St. Antoine est, bur 1.205 Montréal, Québec H2Y 1A6</p>	<p>(514) 872-3115 (514) 872-3567</p>	<p>André David, Assistant-Directeur</p>
<p>City of Vancouver Planning Department, Planning Resources 453 W. 12th Avenue Vancouver, B.C. V5Y 1V4</p>	<p>(604) 873-7344 (604) 873-7060</p>	<p>Rick Taylor, Associate Director</p>
<p>Regional Municipality of Waterloo Planning and Development 20 Erb Street West Waterloo, Ontario N2J 4G7</p>	<p>(519) 885-9425 (519) 885-1436</p>	<p>Sally Thorsen, Commissioner</p>
<p>Association of Municipalities of Ontario 250 Bloor Street East, Suite 701 Toronto, Ontario M4W 1E6</p>	<p>(416) 929-7573 (416) 929-7574</p>	<p>Evelyn Ruppert, Senior Policy Analyst</p>
<p>Union of British Columbia Municipalities 10551 Shellbridge Way, #15 Richmond, B.C. V6X 2W9</p>	<p>(604) 270-8226 (604) 660-2271</p>	<p>Richard Taylor, Executive Director</p>
<p>Manitoba Association of Urban Municipalities #200, 611 Cordon Avenue Winnipeg, Manitoba R3L 0P3</p>	<p>(204) 669-1256 (204) 478-1005</p>	<p>Michelle Zimberg, Executive Director</p>
<p>Union des Municipalités du Québec Département de la Recherche 680 Sherbrooke Ouest, Suite 680 Montréal, Québec H3A 2S6</p>	<p>(514) 282-7700 (514) 282-7711</p>	<p>M Pierre Prévost</p>
<p>Union of Nova Scotia Municipalities #134, 1657 Barrington Street Halifax, Nova Scotia B3J 2A1</p>	<p>(902) 423-8331 (902) 425-5592</p>	<p>Ken Simpson, Executive Director</p>

Alberta Urban Municipalities Association (403) 283-2025 Executive Director
(AUMA) (403) 270-2743
 PO Stn. S.E., P.O. Box 4607
 Edmonton, Alberta T6E 5G4

Federation of Canadian Municipalities (FCM) (613) 237-5221 Ron Zimmer, Senior
 24 Clarence Street (613) 237-2965 Policy Analyst
 Ottawa, Ontario K1N 5P3

ÉTABLISSEMENTS ACADÉMIQUES

University of Toronto (416) 978-3377 Alan Waterhouse,
 Program in Planning (416) 978-6729 Director
 100 St. George Street, Sidney Smith Hall
 Toronto, Ontario M5S 1A1

Technical University of Nova Scotia (902) 920-7570 Frank Palermo, Head
 Department of Urban and Regional Planning (902) 423-6672
 P.O. Box 1000
 Halifax, Nova Scotia B3J 2X4

York University (416) 736-5252 Anita McBride,
 Faculty of Environmental Studies (416) 736-5679 Academic and
 355 Lumbers Building, 4700 Keele Street Administrative Officer
 North York, Ontario M3J 1P3

York University (416) 736-5201 Jim Cameron, Chair
 Urban Studies Program, Atkinson College (416) 736-5103
 4700 Keele Street
 North York, Ontario M3J 1P3

York University (416) 736-5098 Peggy Keall,
 Urban Studies Program, Faculty of Arts (416) 736-5924 Coordinator
 4700 Keele Street
 North York, Ontario M3J 1P3

University of Manitoba (204) 474-6578 Christine McKee, Head
 Department of City Planning (204) 275-7198
 Rm. 201, Russell Building
 Winnipeg, Manitoba R3T 2N2

<p>Université de Montréal Institut d'Urbanisme Montréal, Québec H3C 3J7</p>	<p>(514) 343-6315 (514) 343-2338</p>	<p>Mme Ghislaine Guilbault, Secrétaire Administrative</p>
<p>McGill University School of Urban Planning 3480 University Street Montréal, Québec H3A 2A7</p>	<p>(514) 398-4075 (514) 398-8376</p>	<p>Jeanne Wolfe, Director</p>
<p>Queen's University School of Urban and Regional Planning Kingston, Ontario K7L 3N6</p>	<p>(613) 545-2188 (613) 545-6300</p>	<p>Mohammad Qadeer, Director</p>
<p>University of Waterloo School of Urban and Regional Planning Faculty of Environmental Studies Waterloo, Ontario N2L 3G1</p>	<p>(519) 885-1211 (519) 725-2827</p>	<p>Sharon Adams, Administrative Assistant</p>
<p>University of British Columbia School of Community and Regional Planning 6333 Memorial Road Vancouver, B.C. V6T 1W5</p>	<p>(604) 822-3276 (604) 822-3787</p>	<p>Alan Artibise, Director</p>
<p>University of British Columbia Centre for Human Settlements 2206 East Mall Vancouver, B.C. V6Y 1Z3</p>	<p>(604) 822-5254 (604) 822-6164</p>	<p>Aprodicio Laquian, Director</p>
<p>Université de Laval Centre de Recherche en Aménagement et Développement Pavillon Félix-Antoine Savard, Local 1636 Ste-Foy, Québec G1K 7P4</p>	<p>(418) 656-7558 (418) 656-2018</p>	<p>M. Paul Villeneuve, Directeur</p>
<p>University of Toronto Centre for Urban and Community Studies Toronto, Ontario M5S 1A1</p>	<p>(416) 978-2072 (416) 978-7162</p>	<p>Judith Kjellberg-Bell</p>
<p>York University Institute for Social Research 4700 Keele Street North York, Ontario M3J 1P3</p>	<p>(416) 736-5061 (416) 736-5749</p>	<p>Paul Grayson, Director</p>

Brock University
Institute of Urban and Environmental Studies
St. Catharines, Ontario L2R 3A1

(416) 688-5550 Ingrid Stefanovic,
(416) 682-9020 Assistant Professor

University of Winnipeg
Institute of Urban Studies
515 Portage Avenue
Winnipeg, Manitoba R3B 2E9

(204) 786-9409 Mary Ann Beavis,
(204) 786-1824 Research Associate

AUTRES INSTITUTIONS

Canadian Housing and Renewal Association
P.O. Box 3312, Station D
Ottawa, Ontario K1P 6H8

(613) 594-3007 Sylvia Haines, Executive
(613) 594-9596 Director

Canadian Home Builders' Association
#502, 200 Elgin Street
Ottawa, Ontario K2P 1L5

(613) 230-3060 Lisa Griggs, Executive
(613) 232-8214 Secretary

Canadian Urban Transit Association
901-55 York Street
Toronto, Ontario M5J 1R7

(416) 365-9800 Brandon Hemily,
(416) 365-1295 Manager of Research

Canadian Real Estate Association (CREA)
Suite 2100, Tower A, 320 Queen Street
Ottawa, Ontario K1R 5A3

(613) 234-3372 Bruce Robertson,
(613) 234-2567 Manager of Member
Services

**Social Planning and Research Council of
Greater Hamilton**
155 James Street, 6th Floor
Hamilton, Ontario L8P 3A4

(416) 522-1148 Mike Pennock,
(416) 522-9124 Executive Director

Saint John Human Development Council
P.O. Box 6125, Station A
Saint John, New Brunswick E2L 4R6

(506) 634-1673 Cathy Right, Executive
(506) 634-6080 Director

<p>Social Planning and Research Council of British Columbia (SPARC) #106, 2182 West 12th Avenue Vancouver, BC V6K 2N4</p>	<p>(604) 736-8118 (604) 736-8697</p>	<p>Rupert Downing, Executive Director</p>
<p>Halton Social Planning Council #411, 760 Brant Street Burlington, Ontario L7R 4B7</p>	<p>(416) 632-1975 (416) 632-0778</p>	<p>Elaine Eastman, Executive Director</p>
<p>Social Planning Council of Ottawa-Carleton 256 King Edward Avenue Ottawa, Ontario K1N 7M1</p>	<p>(613) 236-3658 (613) 232-6680</p>	<p>Jim Zamprelli, Executive Director</p>
<p>Guelph Social Planning Council 161 Waterloo Avenue Guelph, Ontario N1H 3H9</p>	<p>(519) 821-0571 (519) 821-7847</p>	<p>Tracey Robertson, Director</p>
<p>Social Planning Council of Winnipeg 412 McDermot Avenue Winnipeg, Manitoba R3A 0A9</p>	<p>(204) 943-2561 (204) 942-3221</p>	<p>Janette Wasney, Communications Officer</p>
<p>Social Planning Council of Metropolitan Toronto 2 Carlton Street, Suite 1001 Toronto, Ontario M5B 1J3</p>	<p>(416) 351-0095 (416) 351-0107</p>	<p>Peter Clutterbuck, Executive Director</p>
<p>Edmonton Social Planning Council #41, 9912-106 Street Edmonton, Alberta T5K 1C5</p>	<p>(403) 423-2031 (403) 425-6244</p>	<p>Jonathan Murphy, Executive Director</p>
<p>Social Planning Council of Kitchener-Waterloo 10 Water Street North Kitchener, Ontario N2H 5A5</p>	<p>(519) 578-7430 (519) 578-9185</p>	<p>Karen Simoneau, Acting Director</p>
<p>International Council for Local Environmental Initiatives City Hall, East Tower, 8th Floor Toronto, Ontario M5H 2N2</p>	<p>(416) 392-1462 (416) 392-1478</p>	<p>Marshall T. Spriggs, Director of Information Services</p>

<p>Urban Development Institute (Pacific Region) 3rd Floor, 717 West Pender Street Vancouver, B.C. V6C 1G9</p>	<p>(604) 669-9585 (604) 689-8691</p>	<p>Maureen Enser, Executive Director</p>
<p>Institute of Public Administration of Canada 150 Eglinton Avenue East, Suite 305 Toronto, Ontario M4P 1E8</p>	<p>(416) 923-3666 (416) 923-3667</p>	<p>Gabriella Ciampini, Assistant to Executive Director</p>
<p>INRS-urbanisation 3465, rue Durocher Montréal, Québec H2X 2C6</p>	<p>(514) 499-4000 (514) 499-4065</p>	<p>Mme Céline Le Bourdais</p>
<p>Urban Development Institute (Ontario) 1100 Eglinton Avenue East Don Mills, Ontario M3C 1H8</p>	<p>(416) 449-4553 (416) 449-4588</p>	<p>President</p>
<p>Canadian Urban Institute 2nd Floor, West Tower City Hall Toronto, Ontario M5H 2N1</p>	<p>(416) 392-0082 (416) 397-0276</p>	<p>Richard Gilbert, President</p>
<p>Institute for Research on Public Policy 275 Slater Street Ottawa, Ontario K1P 5H9</p>	<p>(613) 237-0143 (613) 235-8237</p>	<p>Paula Polazzo, Assistant</p>
<p><small>Intergovernmental Committee on Urban and Regional Research</small>  <small>Comité intergouvernemental de recherches urbaines et régionales</small> </p>		
<p>Institut de Développement Urbain du Québec 2015 Rue Peel, Bur. 400 Montréal, Québec H3A 1T8</p>	<p>(514) 843-3625 (514) 843-6795</p>	<p>Madame Marion Howard, Directrice Générale</p>
<p>Canadian Institute of Planners (CIP) 126 York Street, Suite 404 Ottawa, Ontario K1N 5T5</p>	<p>(613) 233-2105 (613) 233-1984</p>	<p>David Sherwood, Executive Director</p>